



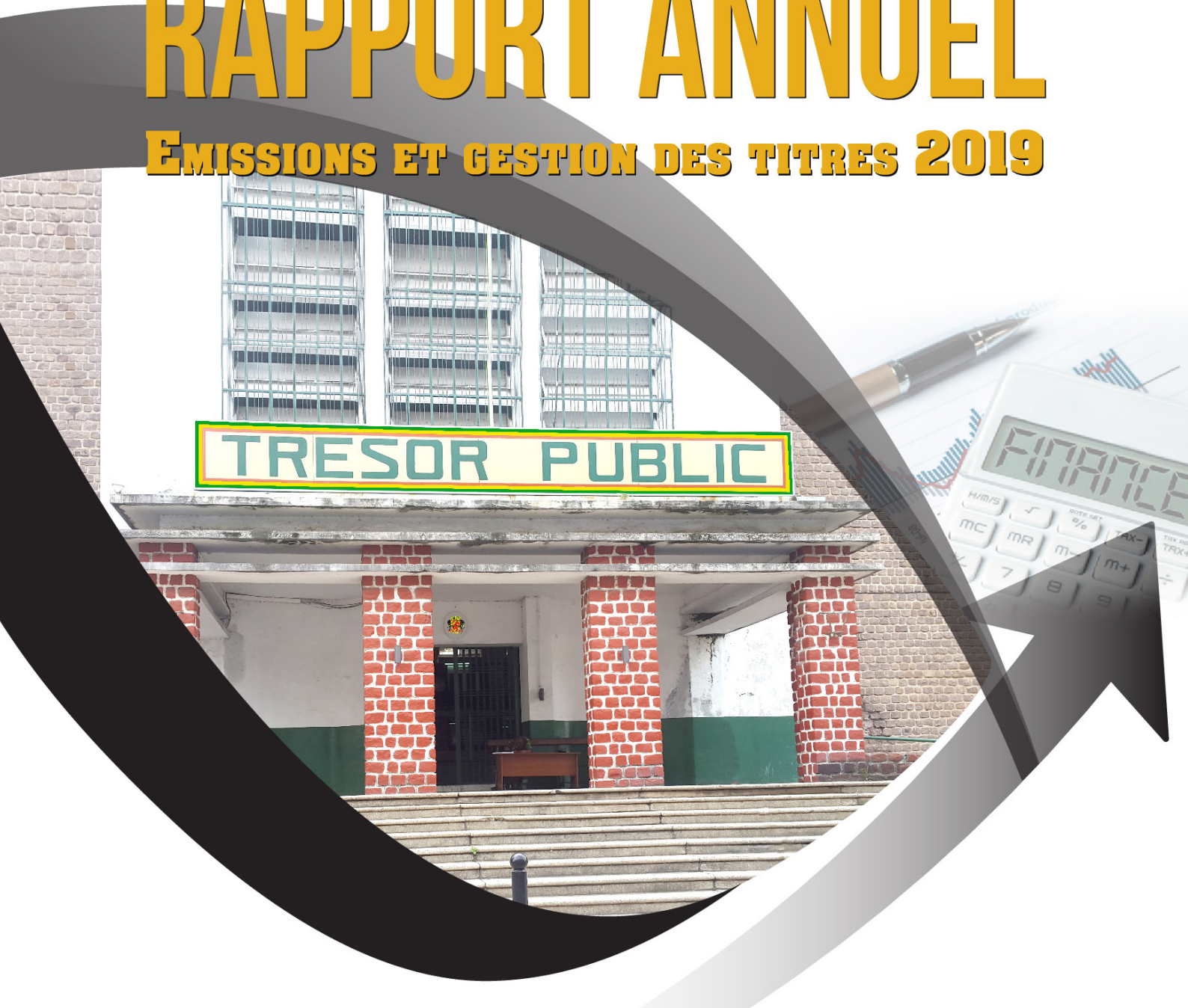
REPUBLIQUE DU CONGO



MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET
DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR

RAPPORT ANNUEL

ÉMISSIONS ET GESTION DES TITRES 2019





PREFACE



La gestion efficiente de la trésorerie permet d'assurer à tout moment le financement des opérations de l'Etat, et donc de prévoir le niveau de ressources attendues pour couvrir les charges programmées. Ces charges étant essentiellement, mais non exclusivement, constituées de dépenses budgétaires, il est dès lors primordial que le Trésor dispose d'instruments adéquats afin d'assurer la viabilité de la dette à moyen et long terme.

La soutenabilité de cette dette qui intègre sa stabilité et sa solvabilité figure parmi les engagements pris par le gouvernement dans le cadre de l'accord signé le 11 juillet 2019 avec le Fonds Monétaire International (FMI).

Aussi, la stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) fait de l'émission des bons et obligations du trésor assimilables un enjeu majeur, ceci par l'absence de risque de change, la fixité des taux d'intérêt, la mise aux enchères des soumissions, la diversification des instruments de placement au profit des investisseurs, le recyclage de l'épargne domestique, et surtout, la modernisation de la gestion de la dette publique.

L'assainissement des dépenses publiques a permis la réduction de celles-ci de 12,8% en 2019, un taux plus élevé que celui de la contraction des recettes publiques (7,4%) au cours de la même période.

Afin de faire face à la crise économique qui fait suite à la pandémie du Covid-19, le gouvernement a initié la loi de finances rectificative pour l'année 2020. Elle vise principalement le financement des mesures sanitaires et sociales dans le cadre de la riposte à la pandémie, le renforcement des mesures d'amélioration et de sécurisation des ressources publiques, la maîtrise des dépenses publiques et la viabilité de la dette publique.

Le trésor public est appelé à doubler d'efforts dans la mobilisation des ressources pour jouer sa partition dans la préservation des acquis enregistrés dans le cadre de l'accord avec le FMI et du programme PREF-CEMAC.

Le Ministre de Finances et du Budget

Calixte NGANONGO



L'année 2019 a vu les montants levés sur le compartiment des bons du trésor assimilables doublés par rapport à ceux de 2018. La principale performance a été l'émission pour la première fois des obligations du trésor assimilables qui ont permis au gouvernement de la République de financer les projets d'investissement conformément à la loi n° 40-2018, du 28 décembre 2018 portant loi de finances pour l'année 2019.

La suppression des avances statutaires de la BEAC, la faiblesse des autres composantes des ressources de trésorerie comme les dépôts sur les comptes des correspondants, les dépôts du trésor à l'Institut d'émission, le remboursement des prêts et avances ainsi que le décalage entre le flux de recettes et de dépenses budgétaires emmènent le trésor à mettre un accent particulier sur les bons et obligations du trésor assimilables.

Nos ambitions longtemps exprimées ont été réconfortées par le gouvernement de la République qui dans le cadre de la loi de finances rectificative pour l'année 2020 a prescrit au trésor la mission de mobiliser cent cinquante (150) milliards de FCFA par des émissions des bons et obligations du trésor. Ce qui devrait conforter notre présence sur le marché tout en poursuivant les objectifs assignés dans le programme avec le Fonds Monétaire International (FMI).

Le Directeur Général du Trésor

Albert NGONDO

TABLE DES MATIÈRES

Avant-Propos.....	3
I. INTRODUCTION.....	5
II. Environnement économique et financier.....	6
II.1. Environnement économique et financier de la CEMAC.....	6
II.2. Environnement économique et financier du Congo.....	8
III. ÉVOLUTION DU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS EMIS PAR ADJUDICATION ORGANISÉE PAR LA BEAC.....	11
III.1. Évolution du compartiment primaire.....	11
III.1.1. Volumes des émissions.....	11
III.1.2. Couverture des émissions.....	21
III.1.3. Coût des émissions.....	21
III.1.4. Administration des titres.....	21
IV. PERFORMANCE DU CONGO SUR LE MARCHÉ DES VALEURS DU TRÉSOR.....	21
IV.1. Les Bons du Trésor Assimilables (BTA).....	22
IV.1.1. Indicateurs de volumes.....	22
Graphique n° 04 : Evolution des émissions des bons du trésor en 2019.....	22
IV.1.2. Mensualités des souscriptions.....	23
IV.1.3. Evolution du Taux Moyen Pondéré (TMP).....	24
IV.1.4. Evolution du TMP et des montants levés.....	24
IV.1.5. Evolution du TMP par instrument.....	25
IV.1.6. Coût Moyen des Ressources.....	27
Graphique n°9 : Coût Moyen des ressources en 2019.....	27
IV.1.7. Fréquence de participation des SVT.....	27
Graphique n°10 : Fréquence de participation des SVT aux séances d'adjudications.....	28
IV.1.8. Taux de couverture des adjudications.....	28
Graphique n° 11 Taux de couverture.....	28
IV.1.9. Encours par maturité.....	29
IV.1.9.1. Bons du Trésor Assimilables à 13 semaines.....	29
IV.1.9.2. Bons du Trésor à 26 semaines.....	30
IV.1.9.3. Bons Assimilables du Trésor 52 semaines.....	30
IV.2. Les Obligations du Trésor Assimilables (OTA).....	31
IV.2.1. Emissions des obligations du Trésor.....	31
Tableau n°06 : Les prix des obligations du trésor.....	32
IV.2.1.1. Fréquence de participation des SVT.....	32
IV.3. Encours global des Valeurs du trésor.....	34
IV.3.1. Encours des BTA.....	34
Graphique n°17 Encours sur les BTA.....	34
IV.3.2. Encours des OTA.....	34
Graphique n°18 Encours des OTA.....	35
IV.4. Remboursements.....	35

Graphique n°19 : Volume de BTA remboursé.....	35
V. Autres activités.....	36
V.1. Concertation avec les SVT.....	36
V.2. Titrisation de la dette publique intérieure.....	37
V.2.1. Certificats Spéciaux de Créance sur l'Etat.....	37
V.2.2. Obligations du Trésor Assimilables (OTA).....	37
V.2.3. Club de Brazzaville.....	37
V.2.4. Appel Public à l'Epargne (APE).....	38
VI. Conclusion.....	39



LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

liste des tableaux

Tableau 1 : Volumes des émissions des titres publics au cours des deux dernières années (montants en millions de FCFA).....	14
Tableau 2 : Évolution du taux de couverture des montants mis en adjudications par type d'instrument et par émetteur (en %).....	17
Tableau 3 : Évolution du coût des émissions par type d'instrument et par émetteur (en %).....	18
Tableau 4 : Montant des remboursements effectués par les Trésors au cours des deux dernières années.....	19
Tableau 5 : Emissions des obligations du Trésor.....	28

Liste des graphiques

Graphique 1 : Volumes des émissions par maturité de BTA entre avril 2019 et avril 2020.....	15
Graphique 2 : Répartition par maturités des émissions d'OTA réalisées entre avril 2019 et avril 2020.....	16
Graphique 3 : Dynamique des taux moyens pondérés des émissions de BTA depuis avril 2018 (en %).....	19
Graphique 4 : Evolution des émissions des bons du trésor en 2019.....	21
Graphique 5 : Evolution des souscriptions par mensualité 2019.....	22
Graphique 6 : Evolution du taux moyen pondéré (TMP) 2019.....	22
Graphique 7 : Evolution du taux moyen pondéré (TMP) 2019.....	23
Graphique 8 : Evolutions du taux moyen pondéré (TMP) par instrument en 2019.....	23
Graphique 9 : Situation global par SVT.....	24
Graphique 10 : Coût Moyen des ressources en 2019.....	24
Graphique 11 : Fréquence de participation des SVT aux séances d'adjudications.....	25
Graphique 12 : Taux de couverture.....	25
Graphique 13 : Taux de couverture par instrument.....	26
Graphique 14 : Encours des BTA à 13 semaines.....	26
Graphique 15 : Encours des BTA à 26 semaines.....	27
Graphique 16 : Encours des BTA à 52 semaines.....	27
Graphique 17 : Couverture moyenne des émissions d'OTA.....	29
Graphique 18 : Fréquence de participation des SVT.....	29
Graphique 19 : Répartition des volumes des OTA par SVT.....	30
Graphique 20 : Encours sur les BTA.....	30
Graphique 21 : Encours des OTA.....	31
Graphique 22 : Volume de BTA remboursé.....	31

Depuis son entrée en février 2017 sur le marché des titres publics à souscription libre, le trésor de la République du Congo publie chaque année un rapport qui retrace l'évolution de ce marché organisé par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale.

Dernier acteur à intégrer le sur le marché sous régional, le Congo améliore progressivement sa présence et son positionnement sur ledit marché, qui à termes, devrait nous mener à être un émetteur de référence.

Avec des réalisations de 23,7 milliards en 2017, 72,8 milliards en 2018 et enfin de 153 milliards de FCFA en obligations du Trésor assimilables et 218 milliards en bons du Trésor assimilables en 2019. Le compartiment des obligations a été émis pour la première fois a connu un plein succès malgré une conjoncture économique difficile.

Le présent rapport retrace cette évolution au cours de l'année 2019. L'environnement économique et financier, l'appréciation du risque souverain du pays ainsi que la situation de la dette publique ont une incidence déterminante sur les souscriptions des spécialistes en valeurs du Trésor (SVT). C'est pourquoi, avant de décrire l'évolution du marché des titres publics, la description de l'environnement dans lequel a évolué ce marché au cours de l'année 2019 semble au préalable nécessaire.

II. Environnement économique et financier.

Dans un environnement marqué par les incertitudes liées notamment à l'accentuation des conflits commerciaux, la montée des tensions géographiques et le repli des activités industrielles, l'activité économique mondiale a poursuivi son ralentissement jusqu'à la fin de l'année 2019. Ainsi, le FMI, dans son édition des perspectives de l'économie mondiale, publiée en octobre 2019, a estimé que l'économie mondiale devrait connaître un ralentissement synchronisé au terme de l'année 2019, avec la croissance qui s'établirait à 3,0% au lieu de 3,2% initialement prévue, après 3,6% en 2018.

II.1. Environnement économique et financier de la CEMAC

En dépit de la dégradation continue de l'environnement international marqué par un ralentissement de la croissance mondiale, la situation économique des pays de la CEMAC s'est progressivement améliorée et poursuivra son regain à un rythme légèrement plus modéré en 2019. Ainsi, suivant les prévisions actualisées de l'activité économique de la CEMAC, réalisées par les services de la BEAC, le taux de croissance sous-régional devrait se situer autour de +2,5% en 2019, après +1,8% en 2018. Les autres comptes macroéconomiques, à l'exception de la balance de paiements, devraient eux aussi continuer à s'améliorer en dépit d'un certain nombre de vulnérabilités persistantes au plan extérieur, monétaire, financier et sécuritaire.

La gestion des finances publiques des Etats de la CEMAC se poursuivrait en droite ligne

des engagements pris dans le cadre des programmes d'ajustement signés et encours de signature avec le Fonds Monétaire International (FMI). Ainsi, la situation des finances publiques continuerait de se consolider en 2019, l'excédent prévisionnel du solde budgétaire, base engagement, dons compris, se situerait à 0,8% du PIB en 2019, contre -0,3% du PIB en 2018. Cette dynamique est à mettre en lien avec l'accroissement des recettes publiques, tirant principalement profit de la bonne tenue de l'activité pétrolière.

Les grandes tendances de la CEMAC en 2019 en finances publiques seraient les suivantes : i) hausse de 2,7% des recettes budgétaires tirée par l'accroissement des recettes non pétrolières de 4,3%, en lien avec l'élargissement de l'assiette fiscale conjuguée avec les réformes de dématérialisation de la collecte de l'impôt ; ii) une baisse des dépenses budgétaires de -3,5% en relation avec le repli des dépenses courantes de 0,2% conjugué avec un recul des dépenses en capital de 10,9% ; iii) une progression de l'excédent du solde primaire qui passerait de 2,5% du PIB en 2018 à + 3,8% du PIB en 2019 et iv) un solde budgétaire base engagement, dons compris, qui deviendrait excédentaire de 39,5 milliards (+0,8% du PIB), en 2019, après un déficit de 176,5 milliards (-0,3% du PIB) en 2018.

Sur le plan de la politique monétaire, le Comité de Politique Monétaire de la BEAC a maintenu inchangées ses conditions monétaires : le taux d'Intérêt des Appels d'Offres à 3,50 % ; le taux de la facilité des prêts marginal à 6,00 % ; le taux de la facilité des dépôts à 0,00 % ; le taux de pénalité aux banques à 8,30 % et, les coefficients des réserves obligatoires à 7,00 % et 4,50 % respectivement sur les exigibilités à terme et à vue.

II.2. Environnement économique et financier du Congo

En 2019, le Congo a enregistré un recul des activités économiques, avec une croissance du PIB réel de -0,3% après +1,1 % en 2018, en raison principalement de la poursuite de la baisse de la croissance du secteur non pétrolier (-1,7 %, après -12,5 % en 2018), malgré la légère progression du secteur pétrolier (+1,4 %, contre +26,2 % en 2018). Toutefois, quelques secteurs ont contribué positivement à la croissance, particulièrement les industries manufacturières (+7,4%), les transports et télécommunications (+22,0%).

Du côté de la demande, la croissance a pâti de la chute de la demande intérieure, particulièrement les dépenses courantes de l'Etat (-21,9%), qui n'a pas été compensée par l'amélioration des exportations nettes.

En ce qui concerne les prix, on note une hausse du taux d'inflation à fin 2019, à 2,3% contre 1,2% un an auparavant, en lien avec l'augmentation des tarifs des péages et la mise en service des nouveaux péages sur l'axe Brazzaville/Pointe-Noire, conjuguée à la hausse de la pression fiscale.

Au niveau des finances publiques, on note à fin 2019 une amélioration du solde budgétaire, base engagements, hors dons, excédentaire de 5,8 % du PIB, après 5,2 % en 2018, en relation avec une baisse des dépenses totales (-12,8 %) plus forte que celle des recettes (-7,4 %).

Quant aux échanges commerciaux, ils ont été marqués en 2019 par une détérioration des

comptes extérieurs, avec un solde extérieur courant, transferts inclus, qui est ressorti nul contre +8,4 % du PIB en 2018, en relation essentiellement avec la dégradation des termes de l'échange légèrement compensée par la hausse des volumes exportés (+2,2 %). Au total, le solde global de la balance des paiements est ressorti déficitaire, à 202,8 milliards, après un déficit de 96,2 milliards en 2018.

La situation monétaire du Congo elle, a connu en 2019 une hausse des avoirs extérieurs nets de 55,6%, un recul des crédits à l'économie de 4,8% impliquant une hausse de la masse monétaire de 0,2%. En conséquence, le taux de couverture extérieure de la monnaie a augmenté à 46,9%, après 32,6% à fin 2018, en raison principalement de l'augmentation des dons et des prêts reçus, couplée aux efforts de rapatriement des recettes d'exportation, conformément aux exigences de la réglementation des changes de la CEMAC.

Enfin, la dette publique à fin septembre 2019, son encours global a enregistré une régression de 1,6%, en glissement annuel, à 5 796,3 milliards, dans le sillage de la baisse de 4,9% de sa composante intérieure.

Concernant la composition de cet encours, la part de la dette extérieure s'est consolidée de 1,1 point, ressortant à 69,5% de l'encours global, contre 30,5% pour celle de la dette intérieure.

Au 30 septembre 2019, la dette extérieure du Congo, qui comprend les dettes bilatérale, multilatérale, bancaire et envers les autres créanciers, s'est quasiment stabilisée à 4 029,3 milliards, en glissement annuel. Cette situation s'explique par la hausse du stock d'arriérés, atténuée par la baisse de l'encours hors arriérés, et a concerné principalement les encours des dettes bilatérales, envers Afrexim Bank et vis-à-vis des traders.

L'encours de la dette publique intérieure s'est établi à 1 766,9 milliards au 30 septembre 2019, enregistrant ainsi une baisse de 4,9%, en comparaison annuelle. Cette évolution est liée à l'apurement d'une partie de sa composante non conventionnelle, nonobstant la prise en compte des dépenses non ordonnancées et des instances au Trésor, sur la période 2014-2016, ainsi que de la dette de l'Etat vis-à-vis de la CNSS.

Sur la base des données collectées à la CCA, les prévisions réalisées par la BEAC tablent sur les évolutions ci-après, des indicateurs de la dette publique à fin 2019 :

- le ratio de la dette publique rapportée au PIB (taux d'endettement) s'améliorerait de 7,1 points, en revenant de 81,3% à fin 2018, pour 74,3% ;
- le ratio du service de la dette extérieure rapporté aux exportations de biens et services se détériorerait de 2,6 points, en passant de 12,1% à fin 2018 à 14,7% ;
- le ratio du service de la dette totale rapporté aux recettes budgétaires enregistrerait une dégradation, en ressortant à 37,8% contre 35,4% une année plus tôt, soit une détérioration de 2,5 points.

III. ÉVOLUTION DU MARCHÉ SOUS REGIONAL DES TITRES PUBLICS EMIS PAR ADJUDICATION ORGANISÉ PAR LA BEAC en 2019

Le compartiment primaire du marché des titres publics émis par adjudications organisées par la BEAC a été très dynamique au regard des montants levés par les Trésors nationaux qui ont plus que doublé en un an. La tendance a été la même sur les taux de couverture des différentes séances d'adjudications. Par contre, les coûts d'émission ont connu une grande disparité entre les Etats, le Cameroun et le Gabon étant considérés comme émetteurs de référence.

III.1. Évolution du compartiment primaire

III.1.1. Volumes des émissions

Au cours de la période sous revue, 194 appels d'offres sur les bons et obligations du Trésor assimilables ont permis de mobiliser un montant total de 2 996,6 milliards de FCFA (cf. tableau 1), dont 2 146,7 milliards de FCFA en bons du Trésor assimilables (BTA) et 849,9 milliards de FCFA en obligations du Trésor assimilables (OTA).

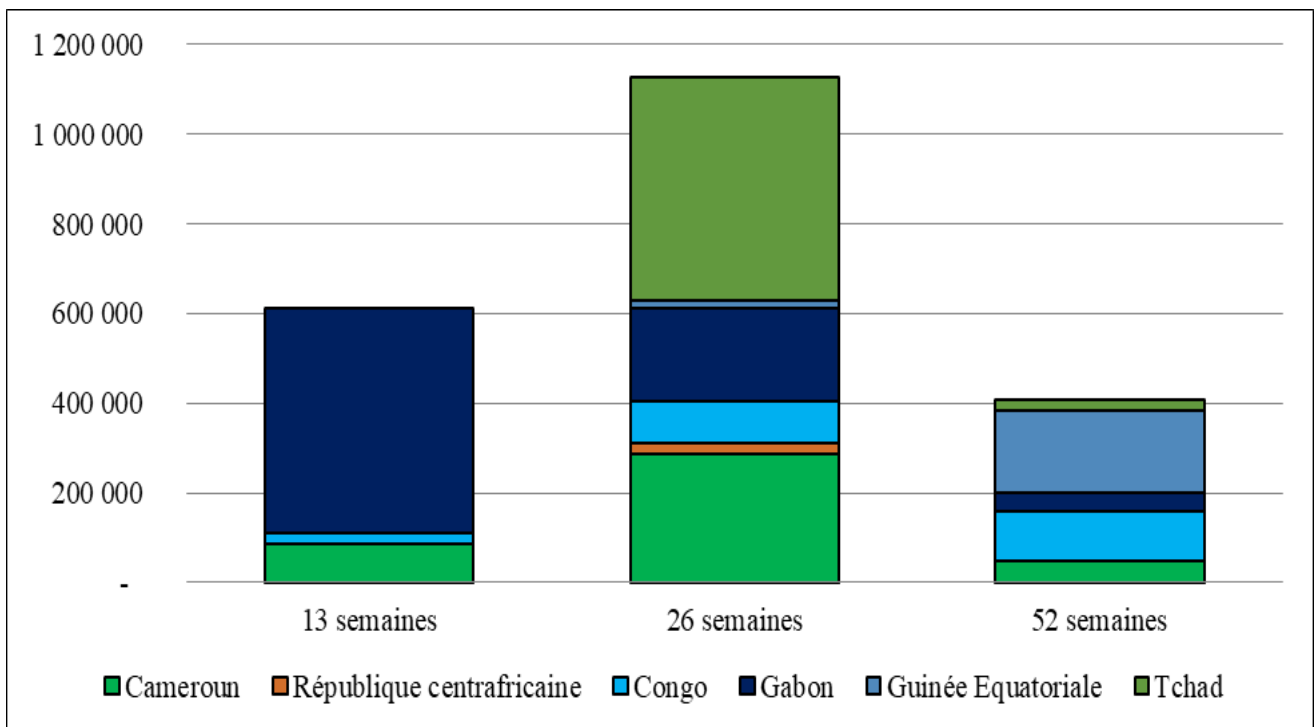
Tableau 1 : Volumes des émissions des titres publics au cours des deux dernières années (montants en millions de FCFA)

Types de titres	avril 2018-avril 2019		avril 2019- avril 2020	
	Nombre d'adjudications	Montants émis	Nombre d'adjudications	Montants émis
BTA	152	1 728 188	155	2 146 716
<i>Cameroun</i>	32	325 000	23	420 728
<i>République centrafricaine</i>	3	15 000	5	24 500
<i>Congo</i>	18	93 720	20	228 642
<i>Gabon</i>	47	611 472	54	748 477
<i>Guinée Equatoriale</i>	11	134 000	17	199 805
<i>Tchad</i>	41	548 996	36	524 564
OTA	19	409 001	39	849 851
<i>Cameroun</i>	1	14 770	9	365 418
<i>Congo</i>	0		10	230 601
<i>Gabon</i>	9	103 231	20	253 832
<i>Guinée Equatoriale</i>	9	291 000		
<i>Tchad</i>	0			
Total	171	2 137 189	194	2 996 567

Source : BEAC/CRCT

Sur le segment BTA, les bons à 26 semaines demeurent les plus prisés, avec un montant total émis de 1 127,1 milliards de FCFA. En effet, plus de la moitié (52,5 %) des émissions de BTA ont porté sur les bons à 26 semaines. L'essentiel des émissions de BTA de certains Trésors publics tels que celui de la République Centrafricaine (100 %), du Tchad (95,25%), du Cameroun (68,5 %) et du Congo (40,5 %) ont porté sur cette maturité. Les BTA à 13 semaines arrivent en deuxième position, avec un montant émis de 611,4 milliards de FCFA. Les émissions de bons à 13 semaines sont principalement le fait des Trésors publics du Gabon, avec 500,4 milliards de FCFA, et du Cameroun, avec 85 milliards de FCFA. Les BTA à 52 semaines sont les moins courues, avec un montant global de 408,2 milliards de FCFA, en majorité émis par le Trésor public de la Guinée Equatoriale (182,8 milliards de FCFA).

Graphique 1 : Volumes des émissions par maturité de BTA entre avril 2019 et avril 2020 (en milliards de FCFA)

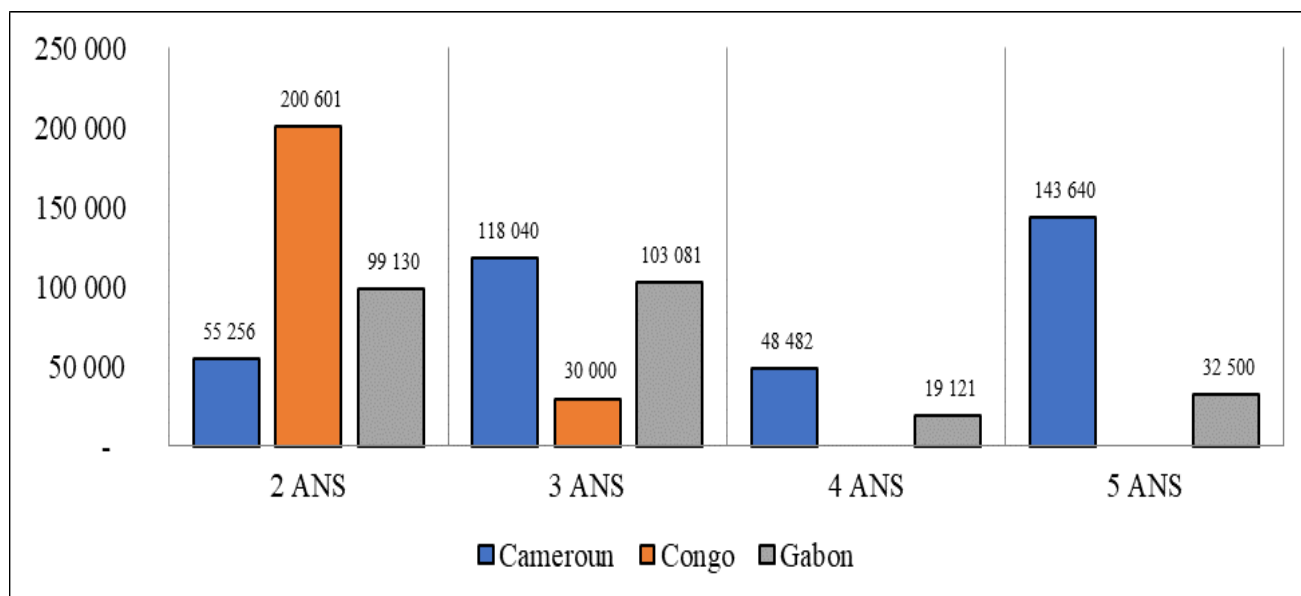


Source : BEAC/CRCT

S'agissant du segment des OTA, il a été animé par le Cameroun (365,4 milliards), le Gabon (253,8 milliards) et le Congo (230,6 milliards) qui ont mobilisé 849,8 milliards de FCFA à la suite de 39 émissions.

Par maturité, les émissions d'OTA sont dominées par les instruments à 2 ans (354,9 milliards) et à 3 ans (251,1 milliards), qui concentrent près des trois quarts des montants levés en OTA sur la période sous revue. Les OTA à 4 et 5 ans, essentiellement émis par le Cameroun et le Gabon, représentent 28,7 % du montant total des émissions d'OTA.

Graphique 2 : Répartition par maturités des émissions d'OTA réalisées entre avril 2019 et avril 2020 (en millions de FCFA)



Source : BEAC/CRCT

III.1.2. Couverture des émissions

Les taux de couverture moyens des montants mis en adjudication ont sensiblement baissé au cours de la période sous revue en passant de 156,84 % en moyenne entre avril 2018 et avril 2019 à 125,87 % en moyenne sur la période d'avril 2019 à avril 2020. Cette baisse est notamment liée à une pression de la demande de ressources qui ne cesse de croître en lien avec l'augmentation des besoins de financement des Etats membres de la CEMAC, ainsi que des contraintes à la nécessité du respect des normes prudentielles de la COBAC.

La baisse globale des taux de couverture concerne tous les compartiments du marché des valeurs du Trésor. Ainsi, sur le compartiment OTA, le taux moyen de souscription est passé en moyenne de 96,5 % à 79,6 % sur la période sous revue. Sur le compartiment des BTA, la demande des souscripteurs s'est également réduite de manière sensible, avec un taux de souscription moyen de 144,2 % entre avril 2019 et avril 2020 contre 171,1 % sur la période allant d'avril 2018 à avril 2020.

En moyenne, les BTA sont généralement sursouscrits, avec des taux de couverture supérieurs à 100 %. Les émissions du Gabon (169,9%), du Cameroun (161,9%) et du Congo (152,7%) ont été les plus courues. Les émissions d'OTA, par contre, présentent des taux de souscriptions plus faibles, probablement liées à la maturité relativement longue de ces titres. Sur ce compartiment, les émissions du Congo (97,3 %) et dans une certaine mesure du Gabon (87,2%) ont été les plus souscrites par les SVT.

Tableau 2 : Évolution du taux de couverture des montants mis en adjudications par type d'instrument et par émetteur (en %)

Types d'instruments	Avril 18 - avril19	Avril 19 -avril 20
BTA	171,12	144,20
<i>Cameroun</i>	<i>230,58</i>	<i>161,90</i>
<i>République centrafricaine</i>	<i>100,00</i>	<i>100,00</i>
<i>Congo</i>	<i>90,83</i>	<i>152,70</i>
<i>Gabon</i>	<i>207,20</i>	<i>169,93</i>
<i>Guinée Equatoriale</i>	<i>100,04</i>	<i>113,41</i>
<i>Tchad</i>	<i>128,75</i>	<i>105,68</i>
OTA	96,50	79,6
<i>Cameroun</i>	<i>78,20</i>	<i>63,7</i>
<i>Congo</i>		<i>97,3</i>
<i>Gabon</i>	<i>89,73</i>	<i>87,2</i>
<i>Guinée Equatoriale</i>	<i>100,00</i>	
Moyenne générale	156,84	125,87

Source : BEAC/CRCT

III.1.3. Coût des émissions

En lien avec l'augmentation continue de la demande de ressources, le coût moyen des ressources s'est orienté vers la hausse aussi bien pour les émissions de BTA que d'OTA sur la période sous revue. Ainsi, le taux moyen pondéré des émissions de BTA a gagné près de 10 points de base en passant de 4,77 % entre avril 2018 et avril 2019, à 4,87 % sur la période d'avril 2019 à avril 2020. L'augmentation des taux a été plus significative sur le segment des OTA, où le taux de rendement moyen des émissions d'obligations s'est accru d'environ 202 points de base en un an, passant de 5,01 % sur la période avril 2018-avril 2019 à 7,0 % sur la période avril 2019-avril 2020.

Nonobstant ces tendances globales, d'importantes disparités existent entre les Trésors émetteurs, reflétant ainsi les hétérogénéités dans les perceptions que se font les investisseurs de leurs signatures. En effet, sur le segment des BTA, les taux ont légèrement baissé pour les Trésors publics du Cameroun (de 2,66 % à 2,56 %), de la Guinée Equatoriale (de 8,72% à 7,75 %) et du Congo (de 6,40 % à 6,30 %), tandis qu'ils ont augmenté pour les Trésors du Gabon (de 3,78 % à 3,89 %) et du Tchad (de 5,85 % à 6,37 %). Ces taux sont restés stables autour de 5,28 % pour le Trésor public de la République Centrafricaine.

En revanche, sur le segment des OTA, les dynamiques individuelles sont conformes à la tendance globale de hausse des taux de rendement. Les taux du Cameroun et du Gabon ont augmenté respectivement de 3,76 % à 5,1 %, et de 5,21% à 7,5 %. Outre l'accroissement des montants émis, ces hausses de taux sont liées à l'allongement des maturités des émissions sur ce segment, le Cameroun ayant effectué des émissions sur 5 ans.

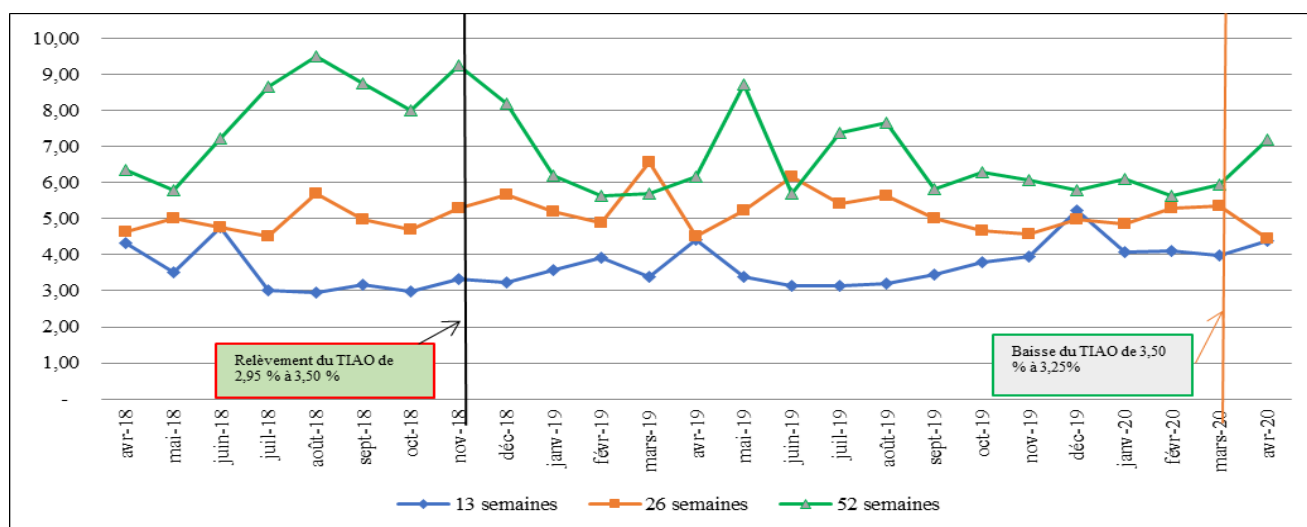
Tableau 3 : Évolution du coût des émissions par type d'instrument et par émetteur (en %)

Types d'instruments	Avril 18 - avril 19	Avril 19 -avril 20
BTA	4,77	4,87
<i>Cameroun</i>	2,66	2,56
<i>République centrafricaine</i>	5,27	5,28
<i>Congo</i>	6,40	6,30
<i>Gabon</i>	3,78	3,89
<i>Guinée Equatoriale</i>	8,72	7,75
<i>Tchad</i>	5,85	6,37
OTA	5,01	7,0
<i>Cameroun</i>	3,76	5,1
<i>Congo</i>		9,7
<i>Gabon</i>	5,21	7,5
<i>Guinée Equatoriale</i>	5,00	
Moyenne générale	4,81	5,48

Source : BEAC/CRCT

Néanmoins, il est important de signaler que l'évolution des moyennes des taux d'intérêt moyens pondérés montre que près de quinze mois après le relèvement du TIAO de 2,95 % à 3,50 %, intervenu en novembre 2018, le coût moyen des ressources à court terme mobilisées par les Trésors publics est resté relativement stable (Cf. graphique 3). Cet état de fait est à mettre en lien avec la situation de liquidité du système bancaire sous-régional, globalement excédentaire. En effet, une estimation récente des services de la BEAC montre que l'encours des réserves excédentaires des banques de la CEMAC oscille entre 900 et 1 100 milliards de FCFA. Les banques disposent donc globalement d'importants volants de liquidité leur permettant de ne pas répercuter systématiquement la hausse du coût de la monnaie banque centrale aux Trésors émetteurs.

Graphique 3 : Dynamique des taux moyens pondérés des émissions de BTA depuis avril 2018 (en %)



Source : BEAC/CRCT

III.1.4. Administration des titres

Les Trésors publics ont honoré la totalité des engagements échus sur la période en examen, à hauteur de 1 106,8 milliards de FCFA, essentiellement au titre des BTA arrivés à échéance. Ces remboursements se situent en hausse par rapport aux volumes réalisés un an auparavant qui étaient de 832,2 milliards de FCFA. Aucune ligne d'OTA n'arrivait à échéance au cours de la période sous revue.

Par pays, les Trésors ayant effectué les remboursements les plus importants sont le Gabon (477,1 milliards de FCFA), le Tchad (272,2 milliards de FCFA) et le Cameroun (221,01 milliards de FCFA).

Tableau 4 : Montant des remboursements effectués par les Trésors au cours des deux dernières années

(en millions de FCFA)

	avril 2018 - avril 2019		avril 2019 - avril 2020	
	BTA	OTA	BTA	OTA
Cameroun	178 000	0	221 010	0
Congo	36 610	0	101 500	0
Gabon	368 591	0	477 050	0
Guinée Equatoriale	0	0	20 000	0
République centrafricaine	5 500	0	15 000	0
Tchad	243 450	0	272 205	0
CEMAC	832 151	0	1 106 765	0

Source : BEAC/CRCT

IV. PERFORMANCE DU CONGO SUR LE MARCHÉ DES VALEURS DU TRÉSOR

De façon générale, les émissions de bons du trésor ont augmenté de 72 milliards en 2018 à 218 milliards en 2019, soit une augmentation de 203%.

Le montant mobilisé par l'Etat au titre de l'année 2019 s'élève à Trois Cent Soixante Onze milliards Six Cent Douze Millions (371.612.000.000) FCFA constitué de 153,500 milliards de FCFA en obligations du trésor et de 218,112 milliards de FCFA en bons du trésor assimilables.

Le taux de couverture moyen des émissions en 2019 s'est situé à 137,21% contre 89,29% en 2018. Le taux d'intérêt moyen pondéré quant à lui est passé de 6,19% en 2018 à 6,46% en 2019, soit un accroissement 0,27 point de base ; ce taux est resté au-dessus du taux d'intérêt d'appel d'offre (TIAO) de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale fixé à 3,50% par le comité de politique monétaire de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale.

Le taux de participation des Spécialistes en Valeurs du Trésor (SVT) a augmenté de près de 50%.

L'encours global des valeurs du trésor pour l'année 2020 se situe au 31 décembre 2019 à 153,300 milliards dont 129,112 milliards de FCFA en BTA et 24,188 milliards en OTA.

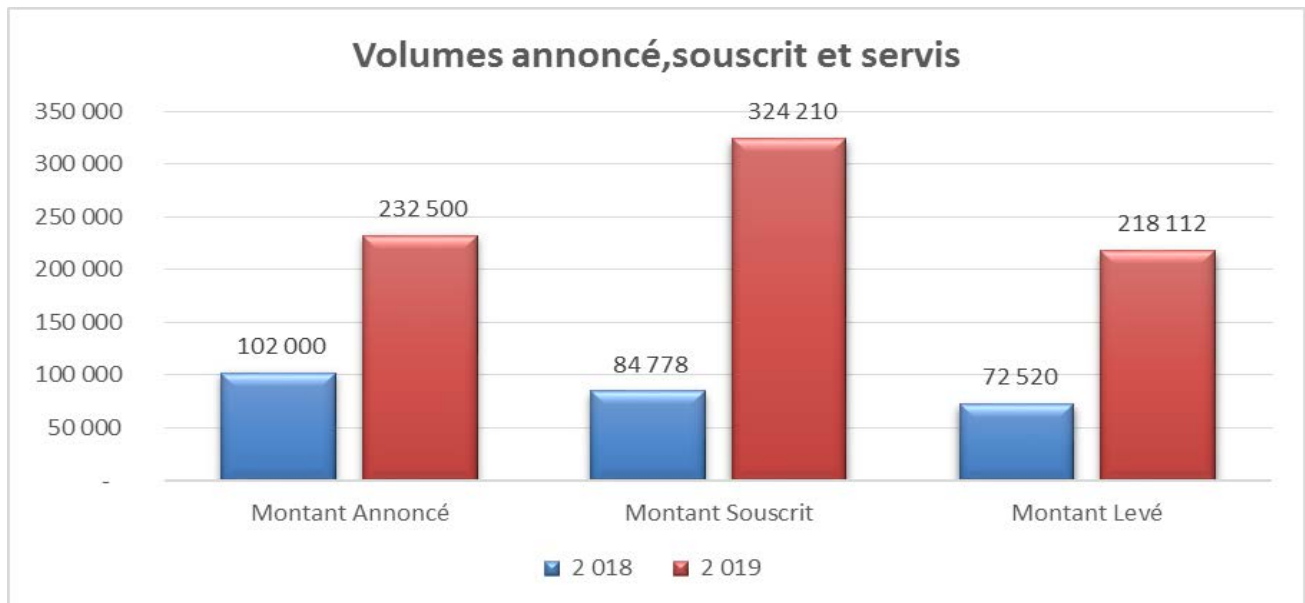
Ce regain d'activité sur le marché des valeurs du trésor traduit l'appropriation de ce dernier par les acteurs et la confiance que les investisseurs ont pour le Congo malgré la crise qui a commencé depuis 2014.

IV.1. Les Bons du Trésor Assimilables (BTA)

Les bons du trésor assimilables ont permis de mobiliser 218,112 milliards sur les trois maturités à savoir : 13,26 et 52 semaines. Cette belle performance se traduit par la pertinence qu'offre le marché des titres publics au regard des montants qui y sont mobilisés pour l'ensemble de la sous-région.

IV.1.1. Indicateurs de volumes

Graphique n° 04 : Evolution des émissions des bons du trésor en 2019



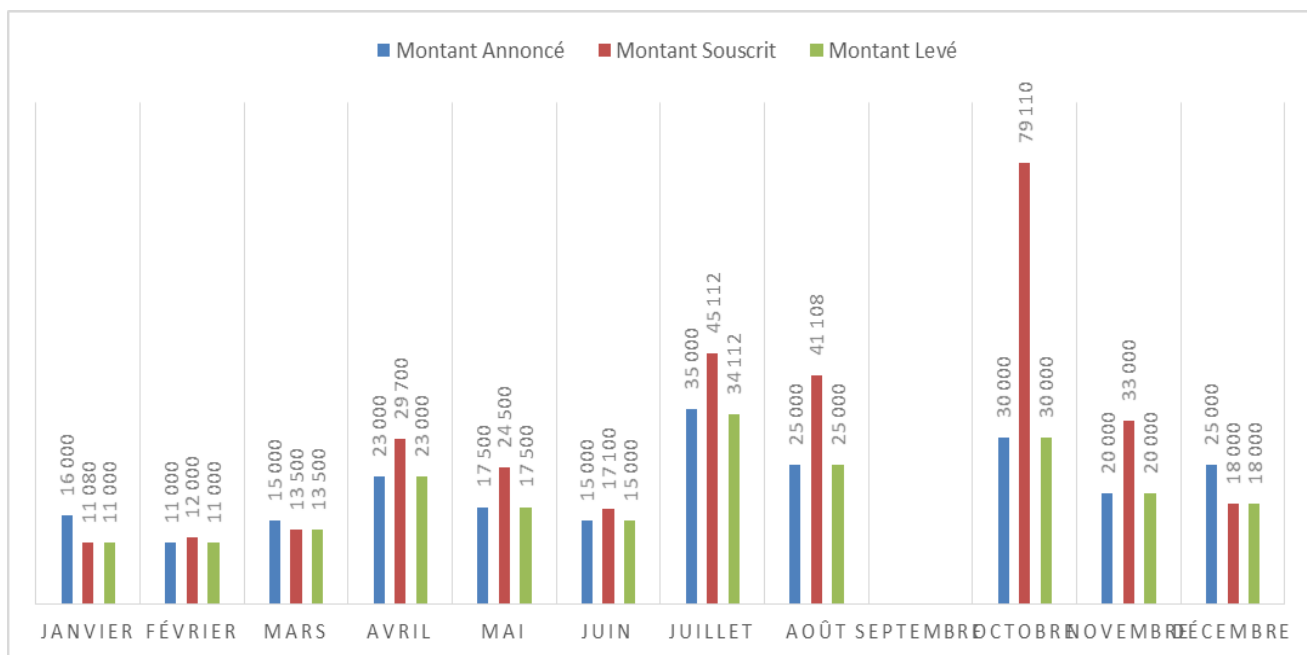
Source : MFB/PFP/DVT/ST

L'offre des Bons du Trésor Assimilables de la République du Congo pour l'année 2019 a été de 232,5 milliards de FCFA, le volume souscrit par les SVT de 324,200 milliards et le montant servi par le Trésor de 218,112 milliards de FCFA comparativement à l'année 2018 où le montant annoncé était de 102 milliards, celui souscrit de 84,778 milliards et le volume servi de 72,520 milliards.

IV.1.2. Mensualités des souscriptions

On constate sur l'ensemble de l'année 2019 une forte augmentation des souscriptions particulièrement entre juillet et novembre avec une moyenne d'environ 131%. Celle-ci pourrait s'expliquer par les flux d'échéance cumulés sur les différents instruments qui arrivent à maturité entre juin et décembre de chaque année et le besoin de réinvestissement de ces placements.

Graphique n°05 : Evolution des souscriptions par mensualité 2019

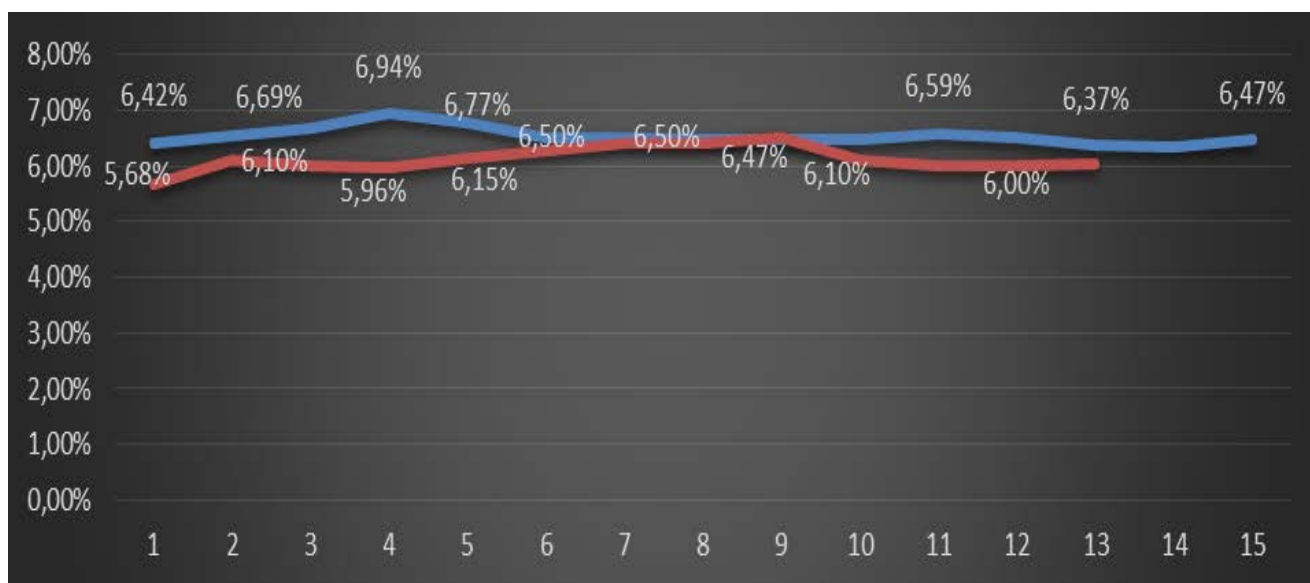


Source : MFB/PFP/DVT/ST

IV.1.3. Evolution du Taux Moyen Pondéré (TMP)

Les taux moyens pondérés en 2019 ont connu une forte augmentation par rapport à l'année 2018 depuis le mois de janvier atteignant 6,86% en mars 2019 contre 6,22% le même mois en 2018. Leur chute amorcée à partir du mois d'avril 2019 jusqu'à être inférieurs au niveau de 2018 à partir d'octobre jusqu'au mois de décembre 2019 témoigne la confiance que les investisseurs avaient pour les titres du Congo en lien avec l'évolution positive des négociations avec le FMI qui s'étaient soldées par un accord au mois de juillet 2019.

Graphique n°6 : Evolution du taux moyen pondéré (TMP) 2019



Source : MFB/PFP/DVT/ST

IV.1.4. Evolution du TMP et des montants levés

On constate que les taux moyens pondérés ne suivent pas l'augmentation du volume sollicité par le Trésor. A l'inverse, quand les montants levés sont faibles, ces derniers augmentent. Il n'y a pas de corrélation entre les montants annoncés et les taux d'intérêt proposés.

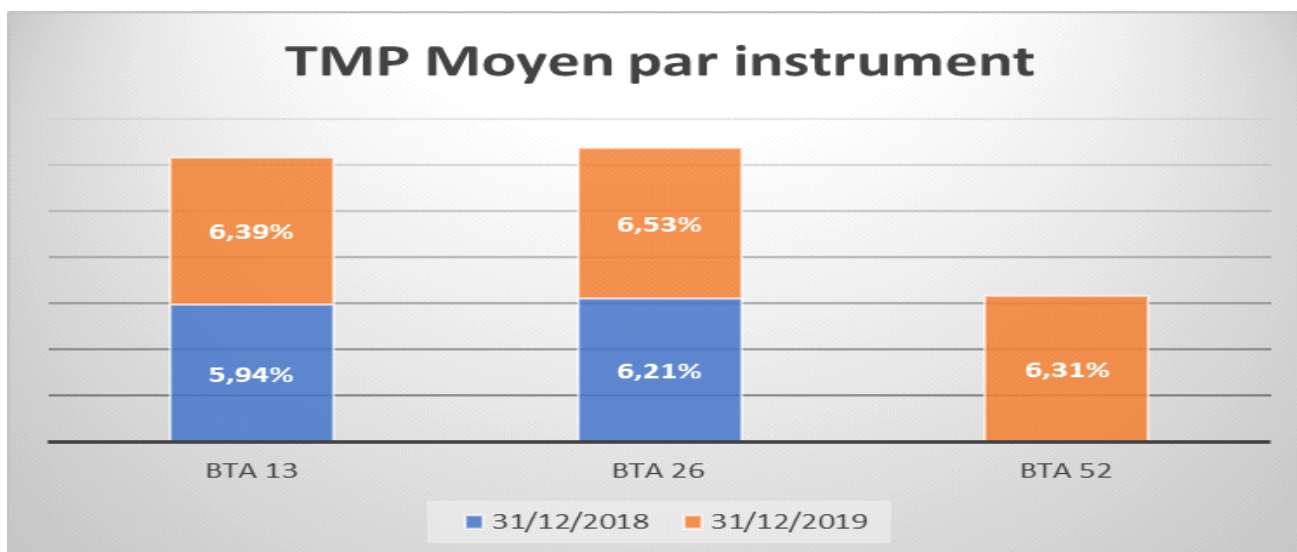
Graphique n°7 : Evolution du taux moyen pondéré (TMP) 2019



IV.1.5. Evolution du TMP par instrument

Les taux moyens pondérés en 2019 ont été plus élevés en fonction du niveau élevé de l'instrument comme cela l'a été en 2018. On peut donc conclure que plus les maturités sont élevées plus les investisseurs s'inquiètent et proposent des taux élevés.

Graphique n°8 : Evolutions du taux moyen pondéré (TMP) par instrument en 2019

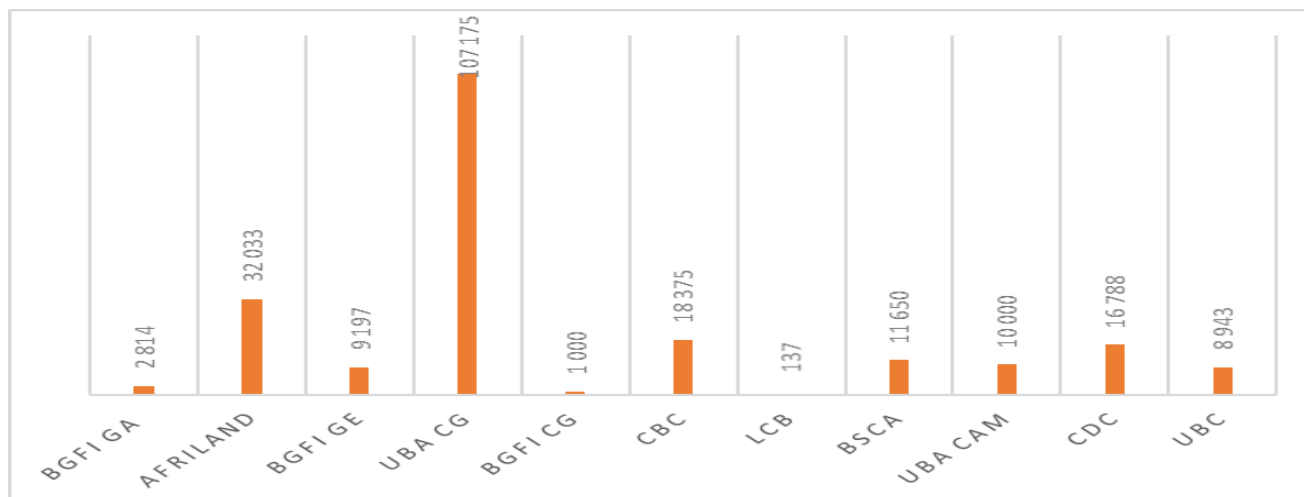


Source : MFB/PFP/DVT/ST

IV.1.6. Répartition du portefeuille par SVT

Sur les 218.112 milliards mobilisés UBA Congo prend la première place avec 107.715 soit 49%, suivi d'Afriland First Bank avec 15%, Crédit du Congo et Commercial Bank of Cameroun (nouvellement arrivé) occupent conjointement la troisième place avec 8% de part de marché. Pour le reste à savoir BSCA Bank, BGFI Congo, LCB, BGFI GA et BGFI GE Equatoriale la tendance est quasi identique à l'année précédente. UBA Cameroun a marqué son entrée sur le marché en fin 2019 avec une participation qui laisse à présager un espoir sur l'année avenir soit 4% de l'ensemble du montant mobilisé en une souscription.

Graphique n°9 : Situation global par SVT

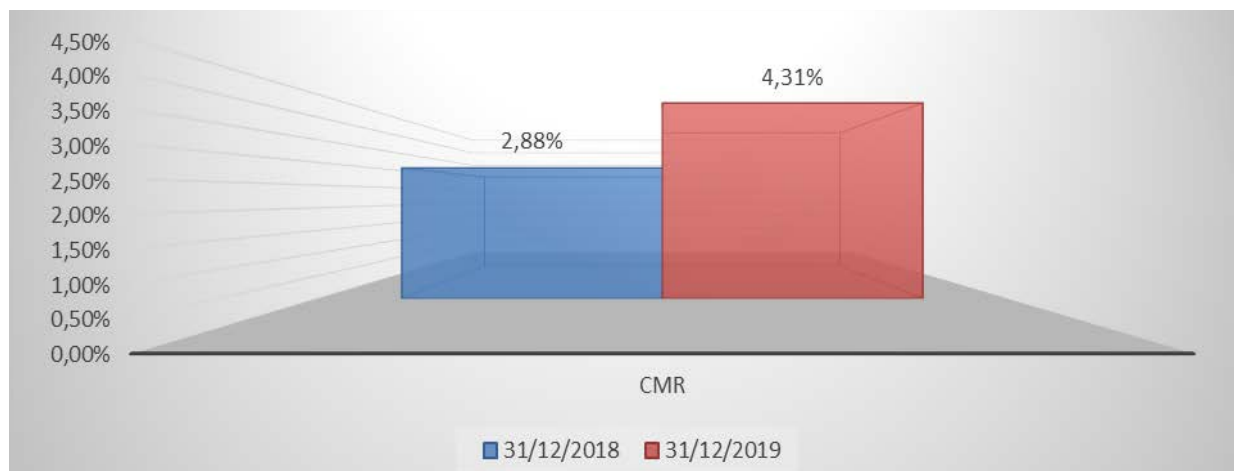


Source: MFB/DGT/PFP/DTV/ST

IV.1.7. Coût Moyen des Ressources

On observe une augmentation significative du coût moyen des ressources en 2019 (4,31%) par rapport à 2018 (2,88%). La forte sollicitation du marché, le retard dans la signature de l'accord avec le FMI et la majoration des profits par les investisseurs peuvent être à l'origine de cette augmentation.

Graphique n°10 : Coût Moyen des ressources en 2019

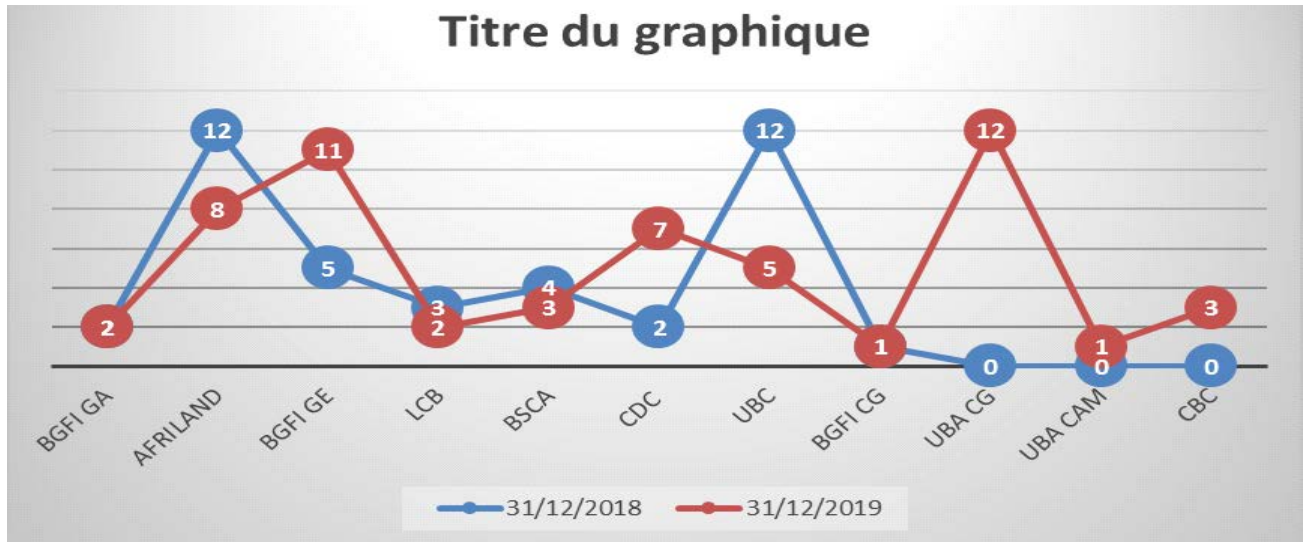


Source: MFB/PFP/DVT/ST

IV.1.8. Fréquence de participation des SVT

Les banques AFRILAND et UBC qui en 2018 battaient le record avec douze participations ont été déclassées en 2019 par BGFI GE et UBA CG qui ont totalisé respectivement 11 et 12 participations. Si AFRILAND a perdu 4 participations en 2019 par rapport à 2018, UBC en a perdu 7 et se faisant dépassée par CDC.

Graphique n°11 : Fréquence de participation des SVT aux séances d'adjudications.

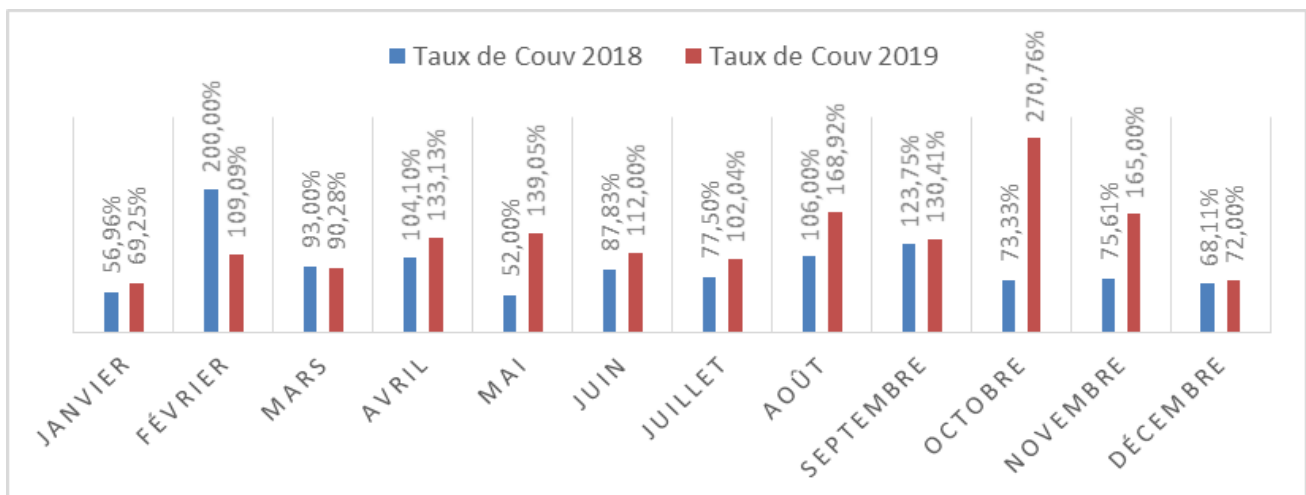


Source: MFB/PFP/DVT/ST

IV.1.9. Taux de couverture des adjudications

Le taux de couverture le plus élevé en 2019 a été observé au mois d'octobre (270,76%) alors qu'au mois de février 2018, il a été de 200,00%. De façon générale, ces taux ont été sur toute l'année 2019 supérieurs à ceux de 2018. La culture financière a gagné les acteurs du marché.

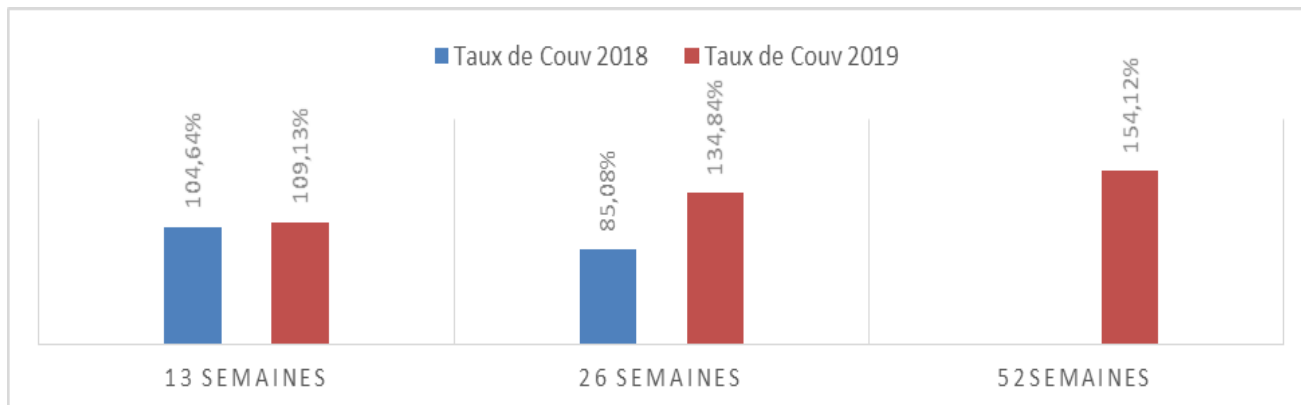
Graphique n°12 Taux de couverture.



Source: MFB/DGT/PFP/DTV/ST

Contrairement à l'année 2018 où les taux de couverture diminuaient avec l'augmentation des maturités, en 2019, on observe une augmentation des taux de couverture indifféremment de l'instrument.

Graphique n° 13 Taux de couverture par instrument



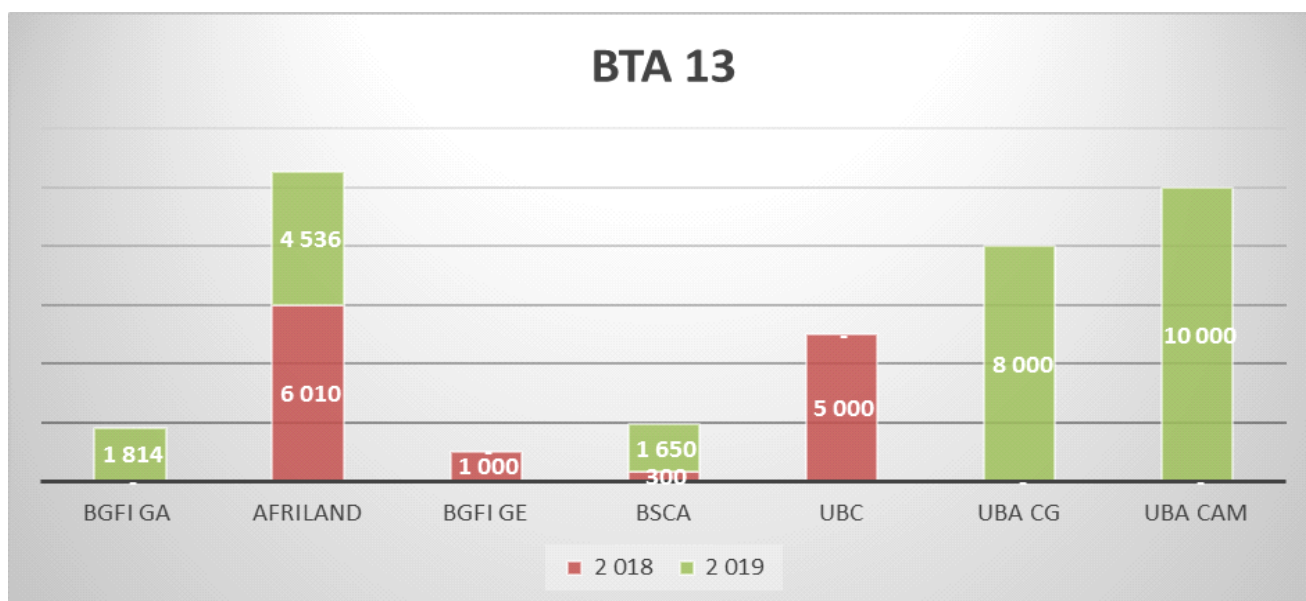
Source: MFB/DGT/PFP/DTV/ST

IV.1.10. Encours par maturité

IV.1.10.1. Bons du Trésor Assimilables à 13 semaines

UBA CG et UBA CAM qui au 31 décembre 2018 avaient un encours nul disposent respectivement de 8 milliards et de 10 milliards d'encours dépassant le niveau de AFRILAND 6.01 milliards en 2018 et le niveau d'encours cumulé de Afriland First Bank, BSCA et BGFI Gabon.

Graphique n° 14 : Encours des BTA à 13 semaines.

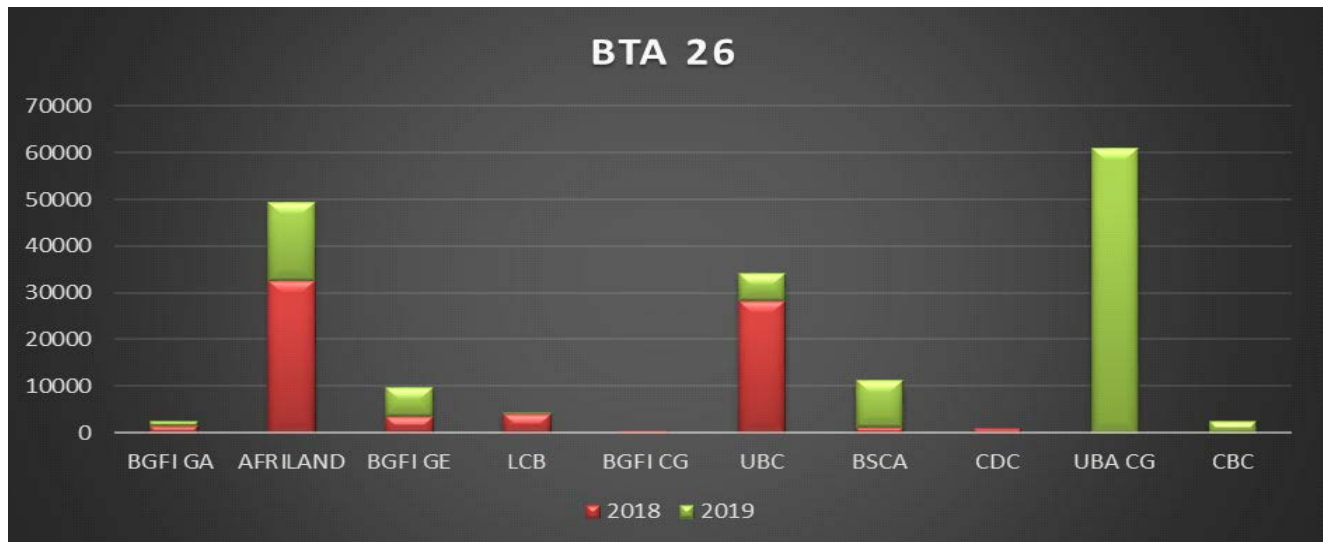


Source : MFB/DGT/PFP/DTV/ST

IV.1.10.2. Bons du Trésor à 26 semaines

Au 31 décembre 2019, UBA CG dispose de l'encours le plus élevé sur les BTA à 26 semaines dépassant AFRILAND et UBC qui en 2018 disposaient des montants les plus élevés.

Graphique n°15 : Encours des BTA à 26 semaines.

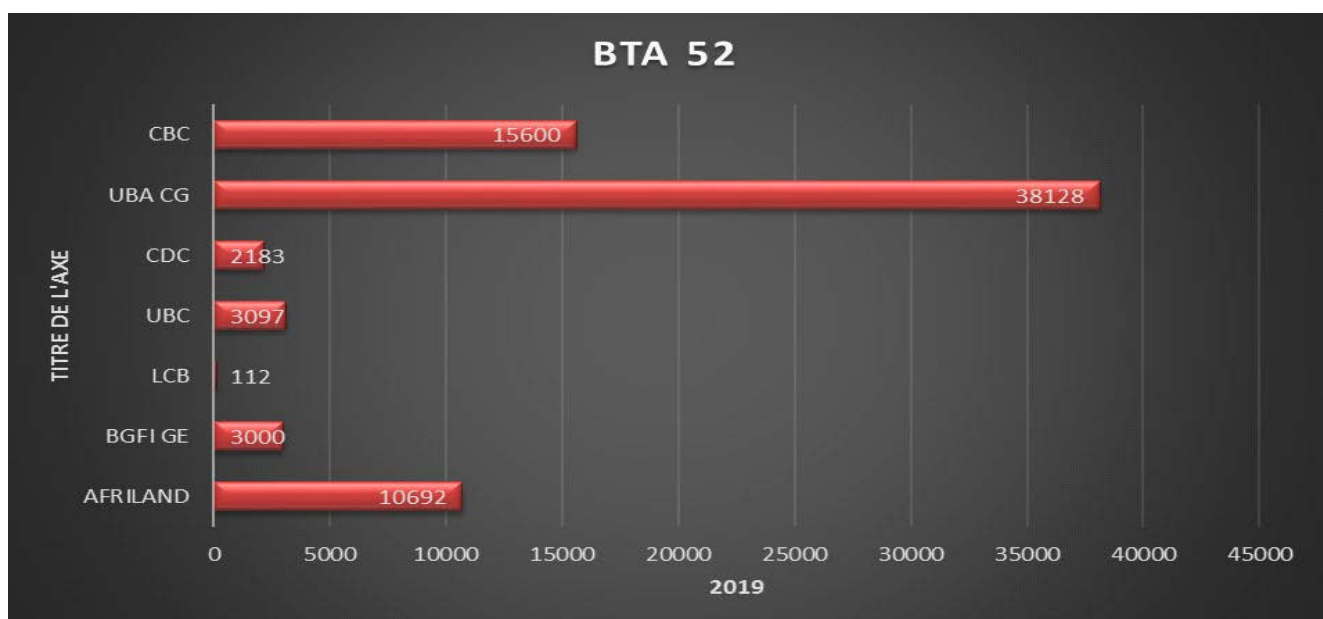


Source : MFB/DGT/PFP/DTV/ST

IV.1.10.3. Bons du trésor Assimilables à 52 semaines

Pour les 52 semaines, UBA CG a l'encours le plus élevé 38,128 milliards suivie de CDC 15,6 milliards et Afriland 10,692 milliards.

Graphique n°16 : Encours des BTA à 52 semaines.



Source: MFB/DGT/PFP/DTV/ST

IV.2. Les Obligations du Trésor Assimilables (OTA)

IV.2.1. Emissions des obligations du Trésor

L'année 2019 a été marquée par les premières émissions du compartiment OTA qui ont permis de financer les besoins à moyen terme de l'Etat. Ces émissions ont été faites sur la base de six (06) lignes dont les maturités vont de 2 à 3 ans pour un montant global de 153.500.000.000 de FCFA.

Tableau n°05 Emissions des obligations du Trésor

Emissions des Obligations du Trésor					
Date Emission	Montant Annoncé	Montant Souscrit	Montant Levé	Maturité	Tx d'intérêt
19/06/2019	25 000 000 000	22 500 000 000	22 500 000 000	2 ans	6,5%
04/09/2019	25 000 000 000	34 000 000 000	24 000 000 000	2 ans	6,5%
11/09/2019	15 000 000 000	15 000 000 000	15 000 000 000	2 ans	6,5%
13/11/2019	40 000 000 000	32 000 000 000	30 000 000 000	3 ans	6,5%
20/11/2019	40 000 000 000	32 000 000 000	32 000 000 000	2 ans	6,3%
11/12/2019	35 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	2 ans	6,3%

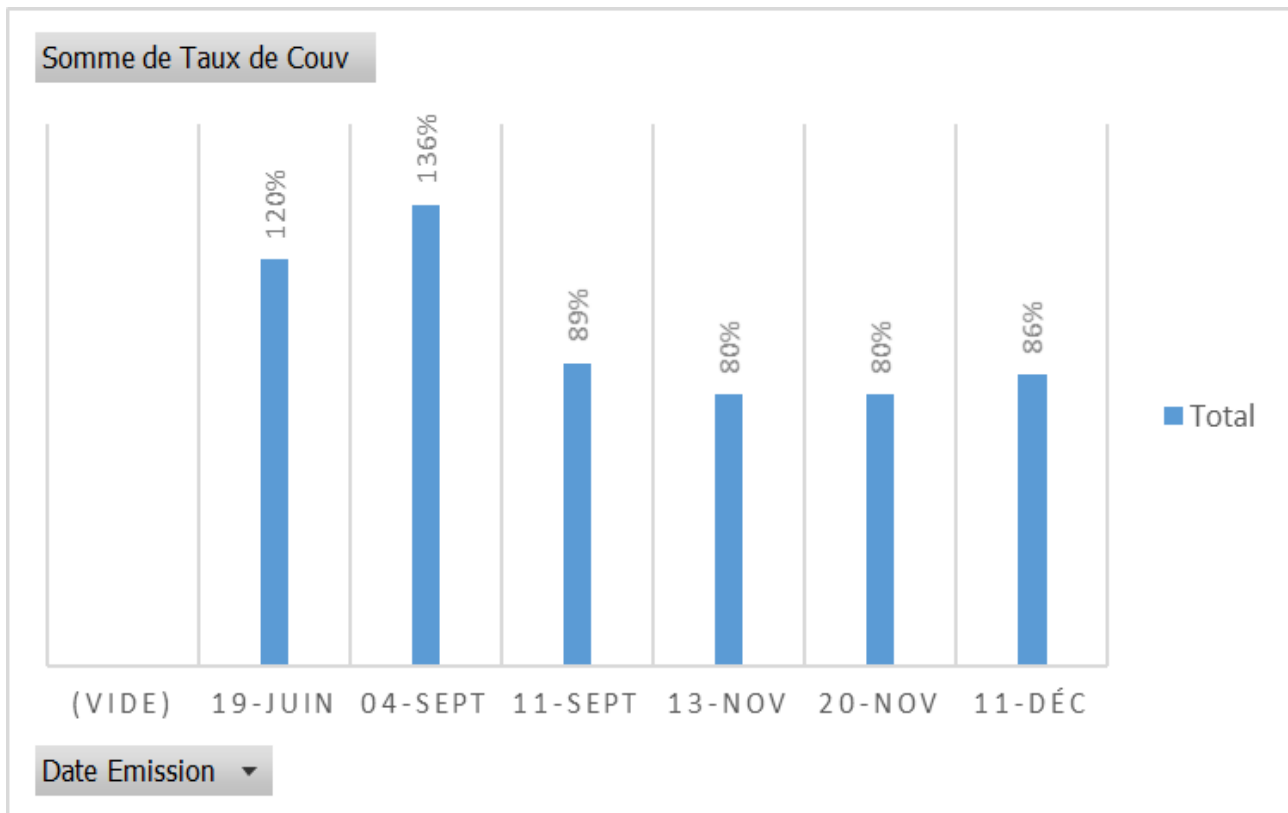
Source :MFB/DGT/PFP/DTV/ST

De façon globale, les OTA ont été vendues en dessous du pair pour l'ensemble de la sous-région. Le prix moyen pondéré dans notre cas s'est situé à 91% du montant global mobilisé. En dépit des couvertures relativement satisfaisantes, les prix des souscriptions d'OTA demeurent très élevés ce qui devraient négativement impacter la courbe des taux. Les prix ont oscillé entre 87% et 100% entre juin et décembre 2019.

IV.2.2. Couverture des émissions d'OTA

La couverture des émissions des obligations du Trésor a été de façon globale satisfaisante allant de 80% à 136% avec une moyenne de 99% sur l'ensemble de l'année. Cela montre que les émissions du Congo sur ce segment du marché, sont de plus en plus prisés par les investisseurs, ce qui pourrait avec le temps améliorer les rendements de opérations.

Graphique 17: Couverture moyenne des émissions d'OTA

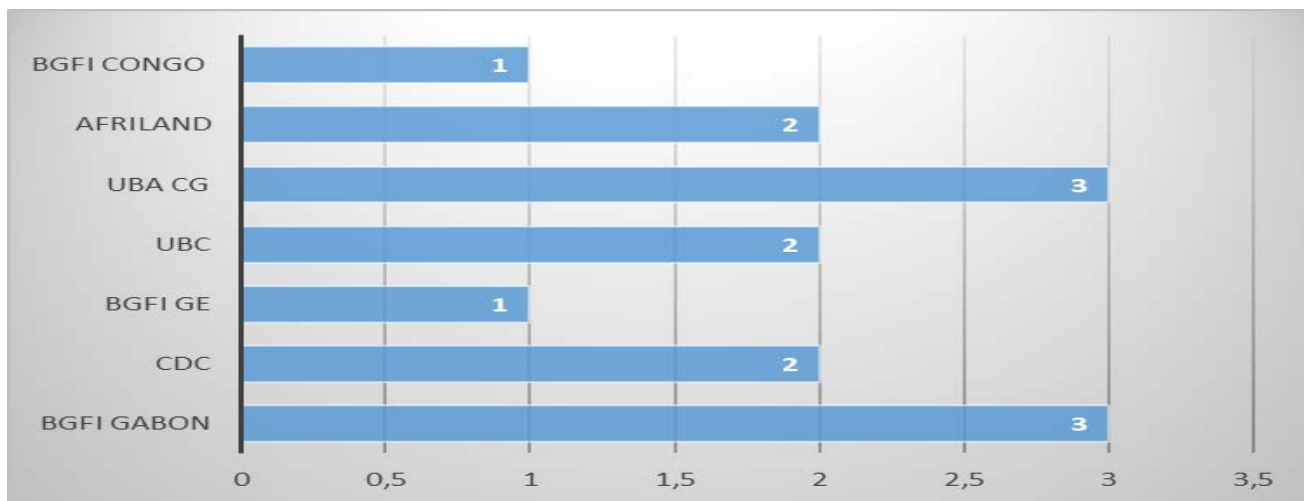


Source :MFB/DGT/PFP/DTV/ST

IV.2.3. Fréquence de participation des SVT

Sur les dix-neuf (19) SVT que compte l'ensemble du réseau du Congo, sept (7) seulement ont participé aux différentes adjudications organisées par la BEAC pour le compte du Congo à de différents montants. UBA CG (39%) et BGFI GABON (19%) disposent des plus grands montants de souscription.

Graphique 18 : Fréquence de participation des SVT

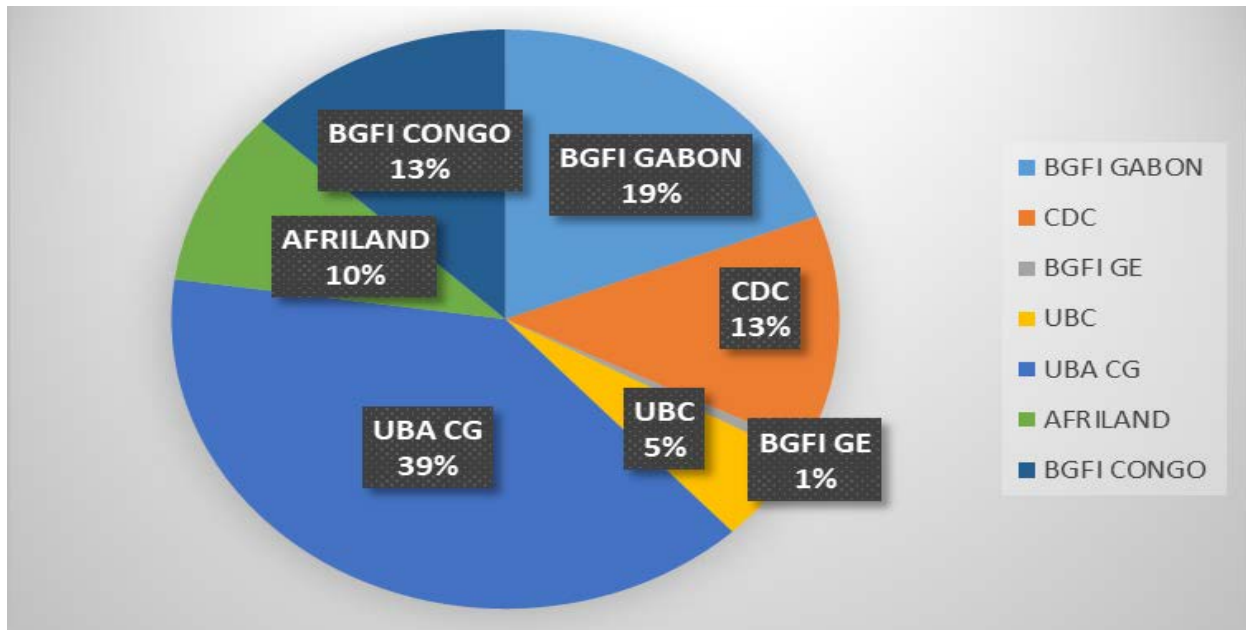


Source: MFB/DGT/PFP/DTV/ST

IV.2.4. Volume servi par SVT

De façon générale, UBA se distingue sur l'ensemble du marché primaire, cette tendance est confortée aussi en OTA avec 39% de part, suivi cette fois-ci par BGFI Congo et Crédit du Congo avec 13% chacun de part de marché. Il est à noter que les SVT résidents se distinguent particulièrement sur ce segment avec une participation de près de 65% de part de marché.

Graphique n°19 : Répartition des volumes des OTA par SVT



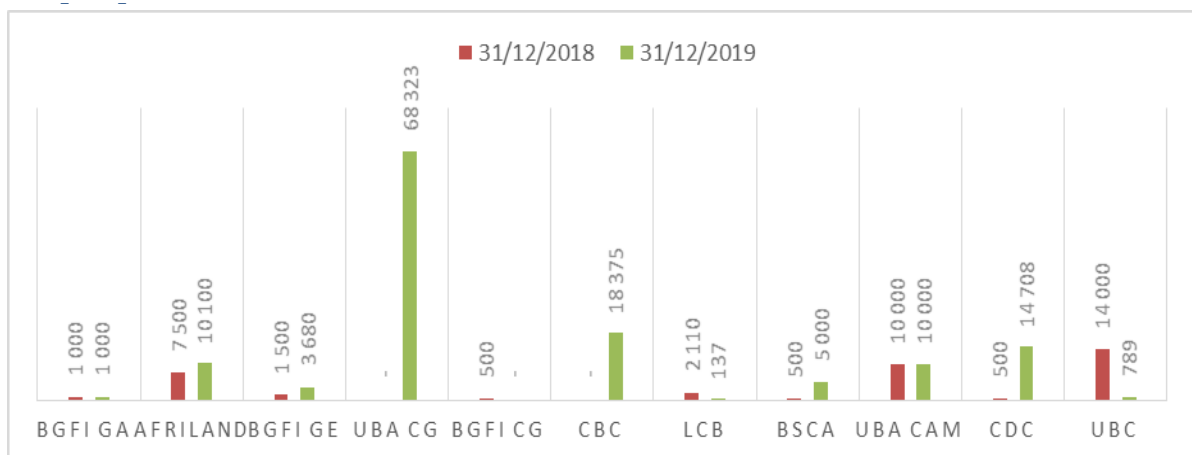
Source:MFB/DGT/PFP/DTV/ST

IV.3. Encours global des Valeurs du trésor

IV.3.1. Encours des BTA

L'encours au 31 décembre 2019 est détenu principalement par UBA Congo suivie de Commercial Bank of Cameroun, Crédit du Congo, UBA Cameroun et enfin BSCA Bank Congo.

Graphique n°20 Encours sur les BTA

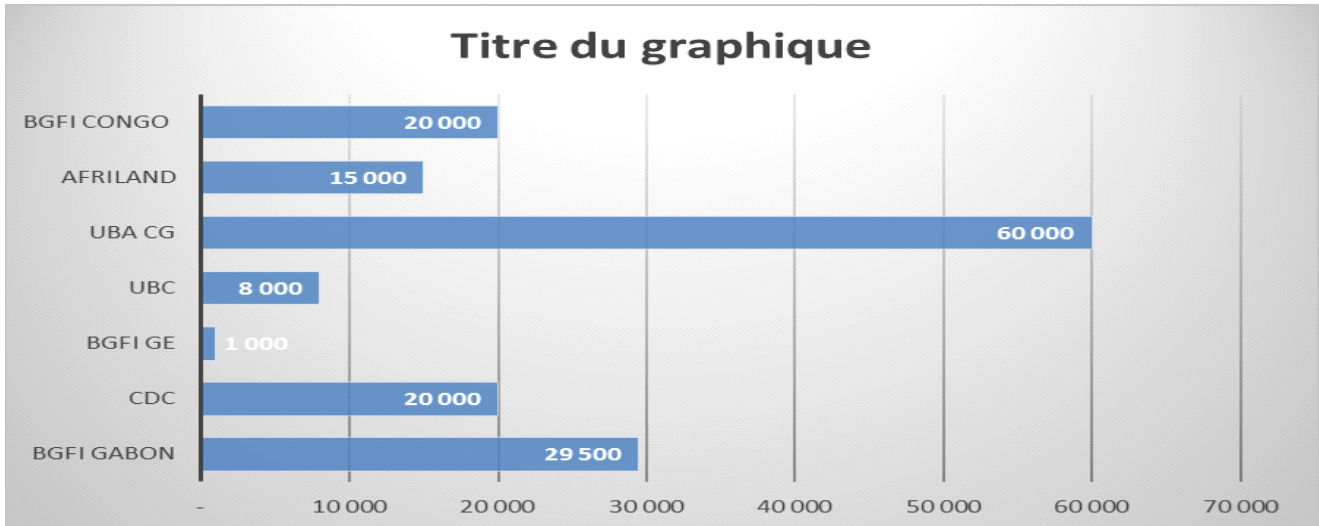


Source :MFB/DGT/PFP/DTV/ST

IV.3.2. Encours des OTA

UBA CG (60 000) dispose de l'encours le plus élevé des obligations du trésor suivie de BGFI GABON (29 500) et de CDC (20 000) et BGFI CG (20 000).

Graphique n°21 Encours des OTA

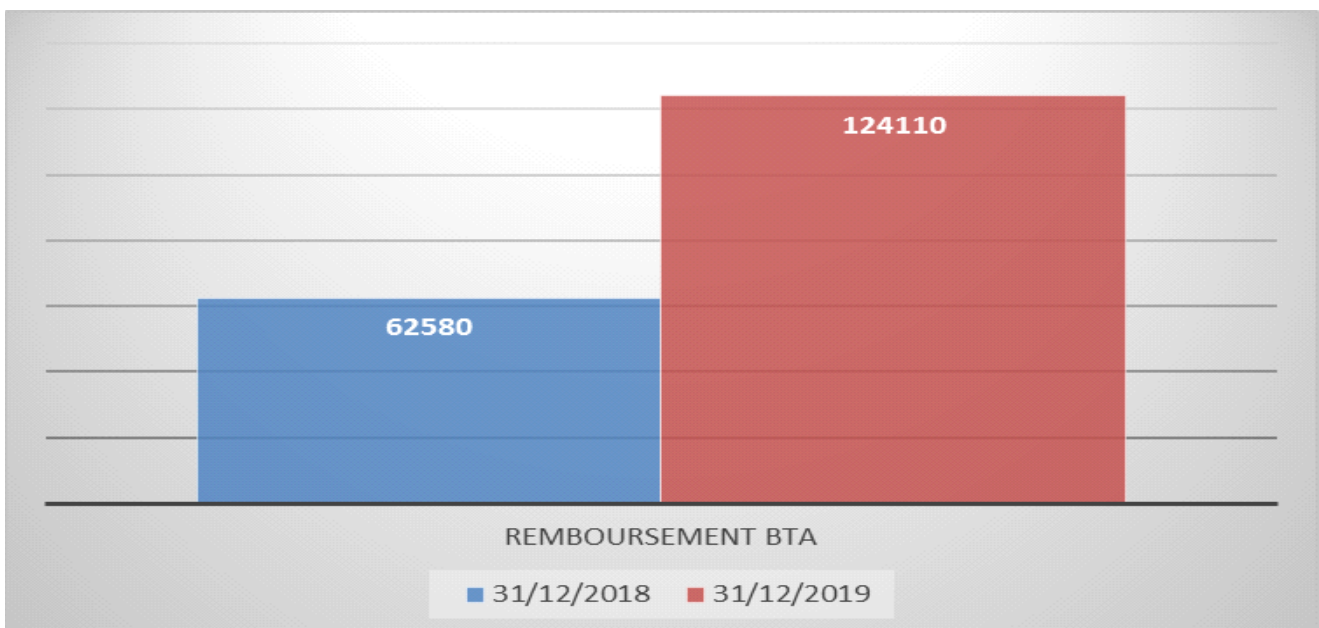


Source : MFB/DGT/PFP/DTV/ST

IV.4. Remboursements

En 2019, le Congo a remboursé pour les BTA un montant total de 124 110 contre 62 580 en 2018. Aucun défaut de paiement n'a été observé sur l'ensemble de l'année.

Graphique n°22: Volume de BTA remboursé



Source: MFB/DGT/PFP/DTV/ST

V. Autres activités

Le Trésor a organisé au cours de l'année 2019 deux concertations avec son réseau des spécialistes en valeurs du trésor qui ont porté essentiellement sur « le dynamisme du marché monétaire dans le contexte d'apurement de la dette intérieure ».

Ces réunions ont permis d'informer l'ensemble des investisseurs sur l'évolution du solde budgétaire, la balance de paiements, l'inflation, l'encours de la dette, la position nette du gouvernement, les relations avec le Fonds Monétaire International (FMI) et d'autres indicateurs permettant l'appréciation de la signature souveraine de l'Etat.

Au titre de la dette, celle-ci a connu un encadrement stratégique particulier en perspective de son apurement à moyen et long terme et de la rendre soutenable. Pour ce faire, quatre approches ont été présentées à savoir, le Certificat Spécial de Créance, l'Obligation du Trésor Assimilable (OTA), le Club de Brazzaville et l'appel Public à l'Epargne (APE). Afin de rendre ces solutions attrayantes par les SVT, les échanges qui ont suivis, ont permis de relever les points suivants :

- l'allègement des créances en souffrance dans le système bancaire ;
- l'abandon par l'Etat des pénalités liées aux impôts des opérateurs économiques qui feront l'objet de paiement dans le cadre de la titrisation de la dette intérieure et l'adoption d'un échéancier pour le paiement du principal ;
- La fixation de taux d'intérêt attrayant qui susciterait l'appétit de tous les SVT de la sous-région ;
- L'application d'un moratoire pour le paiement des cotisations sociales des entreprises.

V.1. Certificats Spéciaux de Créance sur l'Etat

Cette solution de titrisation de la dette intérieure consiste à la transformer en certificats spéciaux de créances (CSCE) au profit des créanciers de l'Etat. Ces certificats seront escomptés auprès des investisseurs moyennant une décote. Les remboursements de la dette à chaque échéance sur 7 ans seront garantis par l'alimentation d'un compte séquestre ouvert à la BEAC.

V.2. Obligations du Trésor Assimilables (OTA)

Une offre interne, basée sur le mécanisme d'émission des titres publics selon lequel, les adjudications en valeurs du Trésor s'effectuent par voie d'appels d'offres, organisés par la BEAC; les titres négociables émis par le Trésor seront représentatifs d'une créance à moyen ou long terme sur l'Etat. La mise en place d'un programme d'émission des OTA, afin d'apurer progressivement la dette intérieure requière préalablement l'obtention de la pondération zéro (0) par l'Etat auprès de la COBAC.

V.3. Club de Brazzaville

Sur proposition de BGFIBourse, il est envisagé de mettre en place un Groupement d'Intérêt Economique (GIE) régi par les textes OHADA qui regroupera l'ensemble des créanciers et sera l'unique interlocuteur de l'Etat pour les négociations ainsi que le rééchelonnement et le paiement de ses membres. Il aura pour mandat d'agir dans l'intérêt de ces derniers, notamment l'accompagnement dans la recherche et la mise en place de solution de financement des créances validées par l'Etat.

C'est un organe de gouvernance avec un conseil d'administration dont le président est désigné par les adhérents. Il a en charge, la signature d'une convention de règlement définitif entre l'Etat et le GIE, la mobilisation de fonds. Le rachat de créances est coordonné par le Chef de file, pour le compte des membres du GIE. Les banques rachètent les créances, tout en bénéficiant d'une double rémunération, à savoir le taux d'intérêt déterminé par la convention et la décote concédée par les créanciers. Il y'a dans la convention l'engagement irrévocable de l'Etat de payer mensuellement les échéances à travers la création d'un compte séquestre.

V.4. Appel Public à l'Epargne (APE)

La proposition faite par Attijari Securities Central Africa (ASCA) à l'Etat Congolais, est l'émission d'un emprunt obligataire sur 5 ans (dont 1 an de différé en capital), avec possibilité de titriser une partie des créances. Cette solution combine à la fois une démarche de titrisation avec une opération en cash :

- achat de la créance par la banque;
- swap de la créance avec l'obligation de l'Etat;
- apport complémentaire en numéraire par la banque.



Au terme de ce rapport de l'exercice 2019, il ressort dans le compartiment des bons de trésor assimilables (BTA) ce qui suit :

- les montants levés sont passés de 72,510 milliards de FCFA en 2018 à 218,112 milliards de FCFA en 2019, soit une augmentation de 200,81% ;
- les taux d'intérêt pondérés sont passés de 6,19% en 2018 à 6,46% sur l'ensemble de l'année 2019, soit une diminution de 0,27%.

En dépit de la légère diminution des taux d'intérêts moyens pondérés, au mois d'août 2019, sur le reste de la période ils demeurent élevés 6.30%, traduisant ainsi l'inquiétude des investisseurs sur la situation économique du Congo malgré l'accord intervenu en juillet 2019 au regard de ces taux réalisés par les autres pays de la CEMAC comme le Cameroun 2,56%, et le Gabon 3,89% qui sont les émetteurs de référence. Le gouvernement devra doubler d'efforts pour améliorer la signature souveraine du pays à travers le respect des engagements signés avec le Fonds Monétaire International (FMI) et la réalisation du programme économique et financier 2018-2022.

Par ailleurs, aucun défaut de paiement n'a été constaté durant toute l'année ; d'autre part les taux de participation des SVT ont augmenté de près de 50%.

Avec les émissions des OTA, le Trésor a pu mobiliser sur tous les instruments de marché avec succès, ce qui présage pour l'année avenir des opportunités plus efficaces pour le financement de l'économie.

ANNEXES



Tableau 1 : Parts souscrites par les Spécialistes en Valeur du Trésor pour les émissions de BTA et OTA du Congo (en % du montant émis)

SVT/	2017	2018	2019			
			Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4
Afriland First Bank	9	44	46	0,22	0,61	13,80
BSCA	3	2	14	0,07	-	2,76
BGFIBank Gabon	8	2		97,67	0,82	1,10
BGFIBank GE	2	5	10	0,09	4,3	-
BGFIBank Congo	-	-	-	-	13,09	11,04
Ecobank RCA	17	0		-	-	-
La Congolaise de	42	3		-	0,11	-
UBC Banque	18	40	16	0,21	4,91	2,76
Crédit du Congo	0	4	6	-	18,07	8,34
UBA Congo	0	0	8	1,73	58,09	40,31
UBA Cameroun						5,52
CBC CMR						14,36
Total	100	100	100	100	100	100,00

Source BEAC/CRCT

Tableau 2 : Situation des encours des titres publics du Congo au 31 décembre 2019

Pays émetteur	Code titre	Type d'instrument	Date d'émission	Date d'échéance	Maturité	Nombre de titres	Valeur faciale	Montant total
Congo	CG1100000161	BTA	20/12/2019	20/03/2020	26 semaines	18000	1000000	18000000000
Congo	CG1200000251	BTA	05/07/2019	03/01/2020	26 semaines	10000	1000000	10000000000
Congo	CG1200000269	BTA	26/07/2019	24/01/2020	26 semaines	10000	1000000	10000000000
Congo	CG1200000277	BTA	09/08/2019	07/02/2020	26 semaines	10000	1000000	10000000000
Congo	CG1200000285	BTA	04/10/2019	03/04/2020	26 semaines	10000	1000000	10000000000
Congo	CG1300000011	BTA	07/06/2019	05/06/2020	52 semaines	15000	1000000	15000000000
Congo	CG1300000029	BTA	12/07/2019	10/07/2020	52 semaines	14112	1000000	14112000000
Congo	CG1300000037	BTA	30/08/2019	28/08/2020	52 semaines	15000	1000000	15000000000
Congo	CG1300000045	BTA	01/11/2019	30/10/2020	52 semaines	20000	1000000	20000000000
Congo	CG1300000052	BTA	08/11/2019	06/11/2020	52 semaines	20000	1000000	20000000000
Sous-total BTA du Congo								142112000000
Congo	CG2A00000015	OTA	21/06/2019	21/06/2021	2 ans	2250000	10000	22500000000
Congo	CG2A00000023	OTA	06/09/2019	06/09/2021	2 ans	2400000	10000	24000000000
Congo	CG2A00000031	OTA	13/09/2019	13/09/2021	2 ans	1500000	10000	15000000000
Congo	CG2A00000049	OTA	22/11/2019	22/11/2021	2 ans	3200000	10000	32000000000
Congo	CG2A00000056	OTA	13/12/2019	13/12/2021	2 ans	3000000	10000	30000000000
Congo	CG2J00000016	OTA	15/11/2019	15/11/2022	3 ans	3000000	10000	30000000000
Sous-total OTA du Congo								153500000000
Total de l'encours des titres du Congo								295612000000

Source : CRCT/BEAC

Tableau 3 : Evolution du coût moyen des ressources au cours des quatre derniers trimestres (en %)

Émetteur	BTA				OTA			
	T1-2019	T2-2019	T3-2019	T4-2019	T1-2019	T2-2019	T3-2019	T4-2019
Cameroun	2,54	2,43	2,40	2,66	3,76	4,85	5,07	3,45
République Centrafricaine	-	5,22	-	5,24	-	-	-	-
Congo	6,6	6,49	6,46	6,14	-	7,35	7,23	10,53
Gabon	4,14	3,44	3,71	4,05	5,80	5,72	6,33	6,30
Guinée Équatoriale	8,84	9,12	7,59	6,38	-	-	-	-
Tchad	6,22	6,42	6,39	6,35	-	-	-	-
Total CEMAC	5,1	4,91	4,69	4,79	4,44	5,56	6,32	7,97

Source : CRCT/BEAC

Tableau 4 : Lignes de titres remboursés au cours du quatrième trimestre 2019 (en milliards de FCFA)

Pays émetteur	Instrument	Code émission	Date d'émission	Date de remboursement	Montant Remboursé
Cameroun	BTA 26 semaines	CM1200000808	09/10/2019	11/10/2019	20 000
Cameroun	BTA 26 semaines	CM1200000816/MN	06/11/2019	08/11/2019	20 000
Cameroun	BTA 26 semaines	CM1200000824/MN	13/11/2019	15/11/2019	20 000
Cameroun	BTA 26 semaines	CM1200000832/MN	04/12/2019	06/12/2019	20 000
TOTAL des titres remboursés par le Cameroun					80 000
Congo	BTA 26 semaines	CG1200000285	02/10/2019	04/10/2019	10 000
Congo	BTA 52 semaines	CG1300000045	30/10/2019	01/11/2019	20 000
Congo	BTA 52 semaines	CG1300000052/MN	06/11/2019	08/11/2019	20 000
Congo	BTA 13 semaines	CG1100000161/MN	18/12/2019	20/12/2019	18 000
TOTAL des titres remboursés par le Congo					68 000
Gabon	BTA 13 semaines	GA1100001013	09/10/2019	11/10/2019	15 000
Gabon	BTA 13 semaines	GA1100001021	23/10/2019	25/10/2019	12 400
Gabon	BTA 13 semaines	GA1100001039	30/10/2019	01/11/2019	10 150
Gabon	BTA 26 semaines	GA1200000907	02/10/2019	04/10/2019	12 500
Gabon	BTA 26 semaines	GA1200000915	16/10/2019	18/10/2019	15 000
Gabon	BTA 26 semaines	GA1200000923/MN	27/11/2019	29/11/2019	14 500
Gabon	BTA 13 semaines	GA1100001054/MN1	20/11/2019	22/11/2019	15 000
Gabon	BTA 13 semaines	GA1100001062/MN	27/11/2019	29/11/2019	15 000
Gabon	BTA 13 semaines	GA1100001047/MN	06/11/2019	08/11/2019	13 500
Gabon	BTA 26 semaines	GA1200000931/MN	11/12/2019	13/12/2019	15 000
Gabon	BTA 13 semaines	GA1100001070/MN	04/12/2019	06/12/2019	15 000
Gabon	BTA 52 semaines	GA1300000369/MN	18/12/2019	20/12/2019	5 000
TOTAL des titres remboursés par le Gabon					158 050
Guinée Equatoriale	BTA 52 semaines	GQ1300000700	09/10/2019	11/10/2019	15 000
Guinée Equatoriale	BTA 52 semaines	GQ1300000718	16/10/2019	18/10/2019	10 131
TOTAL des titres remboursés par la Guinée Equatoriale					25 131
République centrafricaine	BTA 26 semaines	CF1200000344	02/10/2019	04/10/2019	5 500
République centrafricaine	BTA 26 semaines	CF1200000351/MN1	27/11/2019	29/11/2019	4 000
TOTAL des titres remboursés par la République Centrafricaine					9 500
Tchad	BTA 26 semaines	TD1200000644	16/10/2019	18/10/2019	11 120
Tchad	BTA 26 semaines	TD1200000669/MN	20/11/2019	22/11/2019	3 546
Tchad	BTA 26 semaines	TD1200000651/MN	13/11/2019	15/11/2019	18 225
Tchad	BTA 52 semaines	TD1300000395/MN	11/12/2019	13/12/2019	2 135
Tchad	BTA 26 semaines	TD1200000685/MN	26/12/2019	27/12/2019	25 313
Tchad	BTA 26 semaines	TD1200000677/MN	18/12/2019	20/12/2019	36 380
TOTAL des titres remboursés par le Tchad					96 719

Tableau 5 : Volume des émissions entre 2011 et le quatrième 2019 (en millions de FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019				Cumul des émissions depuis 2011
									Trimestre1	Trimestre2	Trimestre3	Trimestre4	
BTA	51 560	119 400	301 000	257 400	430 100	796 765	843 941	1 103 562	529 391	474 570	573 687	437 400	5 918 776
Cameroun	50 000	110 000	126 000	145 000	125 150	174 170	173 355	217 000	122 000	50 000	151 010	80 000	1 523 685
Congo							23 700	50 910	35 500	55 500	59 112	68 000	292 722
Gabon			164 000	73 900	131 950	273 880	377 186	445 091	161 981	183 500	168 800	158 050	2 138 338
Guinée Equatoriale					15 000	60 000	78 000	79 000	58 000	24 000	63 000	25 131	402 131
République centrafricaine	1 560	9 400	11 000	11 000	16 000	19 000	23 000	9 500		9 500	0	9 500	119 460
Tchad				27 500	142 000	269 715	168 700	302 061	151 910	152 070	131 765	96 719	1 442 440
OTA			49 011	47 056	156 760	194 657	34 800	81 449	320 770	220 607	108 968	195 841	1 409 919
Cameroun			23 511	10 000					14 770	174 607	28 918	21 910	273 716
Congo										22 500	39 000	62 000	123 500
Gabon			25 500	37 056	17 500	20 300	8 000	81 449	15 000	23 500	41 050	111 931	381 286
Guinée Equatoriale									291 000				291 000
Tchad					139 260	174 357	26 800						340 417
Total général	51 560	119 400	350 011	304 456	586 860	991 422	878 741	1 185 011	850 161	695 177	682 655	633 241	7 328 695

Source BEAC/CRCT

Tableau 6 : Volume des encours de BTA et d'OTA en fin de période (en millions de FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019			
									Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4
BTA	51 560	65 750	170 500	174 900	264 600	527 650	551 850	837 087	911 025	940 499	1 046 306	1 048 144
Cameroun	50 000	60 000	106 000	90 000	74 650	98 470	85 000	102 000	147 000	147 000	201 010	196 010
République centrafricaine	1 560	5 750	5 500	5 500	8 000	9 500	13 500	9 500	9 500	9 500	9 500	9 500
Congo	-	-	-	-	-	-	10 000	46 610	57 110	91 000	109 612	142 112
Gabon	-	-	59 000	51 900	87 950	193 180	196 650	244 991	257 869	251 500	259 800	259 850
Guinée Equatoriale	-	-	-	-	15 000	60 000	78 000	114 000	137 000	138 000	180 000	170 131
Tchad	-	-	-	27 500	79 000	166 500	168 700	319 986	302 546	303 499	286 384	270 541
OTA	-	-	49 011	96 067	229 316	388 473	355 717	294 291	570 061	763 868	841 236	1 037 077
Cameroun	-	-	23 511	33 511	10 000	-	-	-	14 770	189 377	218 295	240 205
Congo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22 500	61 500	153 500
Gabon	-	-	25 500	62 556	80 056	74 856	40 800	118 731	118 731	142 231	156 681	238 612
Guinée Equatoriale	-	-	-	-	-	-	-	-	291 000	291 000	291 000	291 000
Tchad	-	-	-	-	139 260	313 617	314 917	175 560	145 560	118 760	113 760	113 760
Total général	51 560	65 750	219 511	270 967	493 916	916 123	907 567	1 131 378	1 481 086	1 704 367	1 887 542	2 085 221

Source BEAC/CRCT

Tableau 4: Émissions de BTA du quatrième trimestre 2019 (montants en millions de francs CFA)

Pays	Maturité	Code émission	Date d'adjudication	Date de règlement	Montant mis en adjudication	Taux Moyen Pondéré (en %)	Date de remboursement	Taux de Souscription (en % du montant mis en adjudication)	Montants souscrits par les SVT implantés dans le pays émetteur	Montants souscrits par les autres SVT du réseau du pays émetteur	Montant total levé
Cameroun	26 semaines	CM1200000808	09/10/2019	11/10/2019	20 000	2,63	10/04/2020	120,00	15 583	4 417	20 000
Cameroun	26 semaines	CM1200000816/MN	06/11/2019	08/11/2019	20 000	2,63	08/05/2020	115,00	13 000	7 000	20 000
Cameroun	26 semaines	CM1200000824/MN	13/11/2019	15/11/2019	20 000	2,72	15/05/2020	150,00	18 500	1 500	20 000
Cameroun	26 semaines	CM1200000832/MN	04/12/2019	06/12/2019	20 000	2,66	05/06/2020	202,00	17 612	2 388	20 000
TOTAL BTA émis par le Trésor public du Cameroun											
Congo	26 semaines	CG1200000285	02/10/2019	04/10/2019	10 000	6,23	03/04/2020	291,01	7 525	2 475	10 000
Congo	52 semaines	CG1300000045	30/10/2019	01/11/2019	20 000	6,03	30/10/2020	250,50	100	19 900	20 000
Congo	52 semaines	CG1300000052/MN	06/11/2019	08/11/2019	20 000	6,08	06/11/2020	165,00	14 000	6 000	20 000
Congo	13 semaines	CG1100000161/MN	18/12/2019	20/12/2019	25 000	6,27	20/03/2020	72,00	8 000	10 000	18 000
TOTAL BTA émis par le Trésor public du Congo											
Gabon	26 semaines	GA1200000907	02/10/2019	04/10/2019	12 500	3,55	03/04/2020	130,80	0	12 500	12 500
Gabon	13 semaines	GA1100001013	09/10/2019	11/10/2019	15 000	3,82	10/01/2020	124,00	5 000	10 000	15 000
Gabon	26 semaines	GA1200000915	16/10/2019	18/10/2019	15 000	4,17	17/04/2020	133,33	0	15 000	15 000
Gabon	13 semaines	GA1100001021	23/10/2019	25/10/2019	12 400	3,84	24/01/2020	82,67	4 900	7 500	12 400
Gabon	13 semaines	GA1100001039	30/10/2019	01/11/2019	10 150	3,74	31/01/2020	67,67	9 150	1 000	10 150
Gabon	13 semaines	GA1100001047/MN	06/11/2019	08/11/2019	14 500	3,79	07/02/2020	93,10	7 500	6 000	13 500
Gabon	13 semaines	GA1100001054/MN1	20/11/2019	22/11/2019	15 000	4,11	21/02/2020	104,67	10 167	4 833	15 000
Gabon	26 semaines	GA1200000923/MN	27/11/2019	29/11/2019	14 500	4,18	15/05/2020	179,31	1 696	12 804	14 500
Gabon	13 semaines	GA1100001062/MN	27/11/2019	29/11/2019	15 000	3,95	28/02/2020	114,50	550	14 450	15 000
Gabon	13 semaines	GA1100001070/MN	04/12/2019	06/12/2019	15 000	4,19	06/03/2020	103,27	3 490	11 510	15 000
Gabon	26 semaines	GA1200000931/MN	11/12/2019	13/12/2019	15 000	4,52	12/06/2020	126,67	0	15 000	15 000
Gabon	52 semaines	GA1300000369/MN	18/12/2019	20/12/2019	5 000	5,25	18/12/2020	144,00	0	5 000	5 000
TOTAL BTA émis par le Trésor public du Gabon											
Guinée Equatoriale	52 semaines	GQ1300000700	09/10/2019	11/10/2019	15 000	6,25	09/10/2020	140,00	6 000	9 000	15 000
Guinée Equatoriale	52 semaines	GQ1300000718	16/10/2019	18/10/2019	10 131	6,58	16/10/2020	67,54	8 000	2 131	10 131
TOTAL BTA émis par le Trésor public de Guinée Equatoriale											
République centrafricaine	26 semaines	CF1200000344	02/10/2019	04/10/2019	5 500	5,32	03/04/2020	100,00	5 500	0	5 500
République centrafricaine	26 semaines	CF1200000351/MN1	27/11/2019	29/11/2019	4 000	5,13	29/05/2020	100,00	4 000	0	4 000
TOTAL BTA émis par le Trésor public de la République Centrafricaine											
Tchad	26 semaines	TD1200000644	16/10/2019	18/10/2019	11 120	6,19	17/04/2020	6,19	11 120	0	11 120
Tchad	26 semaines	TD1200000651/MN	13/11/2019	15/11/2019	18 225	6,34	15/05/2020	119,95	8 907	9 318	18 225
Tchad	26 semaines	TD1200000669/MN	20/11/2019	22/11/2019	16 000	6,44	22/05/2020	99,33	0	3 546	3 546
Tchad	52 semaines	TD1300000395/MN	11/12/2019	13/12/2019	6 035	6,34	11/12/2020	109,36	0	2 135	2 135
Tchad	26 semaines	TD1200000677/MN	18/12/2019	20/12/2019	36 380	6,28	19/06/2020	104,24	31 914	4 466	36 380
Tchad	26 semaines	TD1200000685/MN	26/12/2019	27/12/2019	28 888	6,50	26/06/2020	88,24	25 313	0	25 313
TOTAL BTA émis par le Trésor public du Tchad											
TOTAL BTA émis dans la CEMAC											437 400

Tableau 5 : Émissions d'OTA au quatrième trimestre 2019 (montants en millions de francs CFA)

Pays	Maturité	Code émission	Date d'adjudication	Date de règlement	Montant de l'adjudication	Prix Moyen Pondéré (en %)	Date de remboursement	Taux de Souscription (en % du montant mis en adjudication)	Montants souscrits par les SVT implantés dans le pays émetteur	Montants souscrits par les autres SVT du réseau du pays émetteur	Montant total levé
Cameroun	2 ANS	CM2A00000047	23/10/2019	25/10/2019	40 000,00	98,71	25/10/2021	55,28	21910	0	21 910
TOTAL OTA levé par le Trésor public du Cameroun											
Congo	2 ANS	CG2A00000049/MN	20/11/2019	22/11/2019	40 000,00	91,69	22/11/2021	80,00	20000	12 000	32 000
Congo	3 ANS	CG2J00000016/MN	13/11/2019	15/11/2019	40 000,00	94,68	15/11/2022	80,00	30000	0	30 000
Congo	2 ANS	CG2A00000056/MN	11/12/2019	13/12/2019	35 000,00	90,00	13/12/2021	85,71	20000	10 000	30 000
TOTAL OTA levé par le Trésor public du Congo											
Gabon	5 ANS	GA2B00000026	23/10/2019	25/10/2019	12 000,00	91,59	03/08/2023	96,00	0	12 000	12 000
Gabon	3 ANS	GA2J00000093	23/10/2019	25/10/2019	11 231,12	91,87	25/10/2022	89,85	4000	7 231	11 231
Gabon	2 ANS	GA2A00000076/MN1	04/12/2019	06/12/2019	20 000,00	89,00	23/08/2021	131,00	700	19 300	20 000
Gabon	3 ANS	GA2J00000093/MN2	04/12/2019	06/12/2019	20 000,00	88,26	25/10/2022	100,00	0	20 000	20 000
Gabon	3 ANS	GA2J00000093/MN3	25/12/2019	27/12/2019	7 500,00	92,36	25/10/2022	93,33	0	5 000	5 000
Gabon	2 ANS	GA2A00000076/MN2	25/12/2019	27/12/2019	15 000,00	94,07	23/08/2021	91,33	0	13 700	13 700
TOTAL OTA levé par le Trésor public du Gabon											
TOTAL OTA levé dans la CEMAC											195 841
TOTAL OTA levé par le Trésor public du Gabon											81 931



Congo



Cameroun



Tchad



Guinée Equatoriale



**République
Centrafricaine**



Gabon



**Adresse : Avenue Paul DOUMER, Centre Ville
Tèl : 00242 22 281 33 79
BP : 57 - Brazzaville Congo
www.finances.gouv.cg**